

Demande d'examen au cas par cas préalable à la réalisation éventuelle d'une évaluation environnementale

Article R. 122-3 du code de l'environnement

Ce formulaire sera publié sur le site internet de l'autorité environnementale
Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative

Cadre réservé à l'autorité environnementale

Date de réception :

Dossier complet le :

N° d'enregistrement :

1. Intitulé du projet

PROJET DE REAMENAGEMENT DU CENTRE DE RECHERCHE CELVIA A YTRAC (15) POUR LA CONSTRUCTION D'UNE USINE DE FABRICATION DE VEHICULES SPECIAUX POUR LA VIABILITE HIVERNALE ET LA PROPRETE URBAINE

2. Identification du (ou des) maître(s) d'ouvrage ou du (ou des) pétitionnaire(s)

2.1 Personne physique

Nom

Prénom

2.2 Personne morale

Dénomination ou raison sociale

EUROPE SERVICE

Nom, prénom et qualité de la personne
habilitée à représenter la personne morale

M. Guy LAFON, PDG

RCS / SIRET

3 8 3 | 8 8 8 | 1 8 7 | 0 0 0 2 8

Forme juridique

SAS

Joignez à votre demande l'annexe obligatoire n°1

3. Catégorie(s) applicable(s) du tableau des seuils et critères annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement et dimensionnement correspondant du projet

N° de catégorie et sous catégorie	Caractéristiques du projet au regard des seuils et critères de la catégorie (Préciser les éventuelles rubriques issues d'autres nomenclatures (ICPE, IOTA, etc.))
39-a	Travaux et constructions créant une surface de plancher comprise entre 1 et 4ha, ici SP = 1,2 ha Déclaration ICPE pour travail des métaux (2560-2) et peinture (2930-2b) Déclaration Loi sur l'Eau pour le rejet des eaux pluviales (2.1.5.0)

4. Caractéristiques générales du projet

Doivent être annexées au présent formulaire les pièces énoncées à la rubrique 8.1 du formulaire

4.1 Nature du projet, y compris les éventuels travaux de démolition

- Déconstruction des bâtiments du centre de recherche CELVIA (9 unités, 4 500 m² de surface au sol) ;
- construction de l'usine de montage (10 000 m²) et d'un bâtiment administratif (2 000 m²) ;
- site de 8,0 ha dont 3 ha conservées en pâture.

4.2 Objectifs du projet

Création d'une installation à haute performance, regroupant 3 unités dont 2 en France et 1 en Pologne.

4.3 Décrivez sommairement le projet

4.3.1 dans sa phase travaux

- Installation de chantier avec charte chantier faible impact ;
- décapage et réutilisation des terres végétales ;
- déconstruction de l'existant et réutilisation des produits inertes pour le soubassement des nouvelles voiries ;
- création des bassins de rétention, noues et soubassement voiries ;
- terrassement de la plateforme à l'équilibre déblai/remblai ;
- coulage des fondations et des dalles ;
- construction des bâtiments par voie sèche ;
- réalisation des espaces verts, y compris reprise pâturage et plantation haies bocagères.

4.3.2 dans sa phase d'exploitation

Partie usine : 25 postes emplois temps plein fonctionnement 8h/j 250 js/an, fabrication de déneigeuses, balayeuses...

Partie bâtiment administratif :

- 35 postes emplois temps plein : secrétariat, comptabilité, bureau d'études ;
- formation capacité 20 personnes ;
- show room nouveaux modèles ;
- musée anciens modèles.

4.4 A quelle(s) procédure(s) administrative(s) d'autorisation le projet a-t-il été ou sera-t-il soumis ?

La décision de l'autorité environnementale devra être jointe au(x) dossier(s) d'autorisation(s).

aucune

4.5 Dimensions et caractéristiques du projet et superficie globale de l'opération - préciser les unités de mesure utilisées

Grandeurs caractéristiques	Valeur(s)
terrain d'assiette	8,0 ha
surface bâtiments	1,2 ha
surface voiries	1,8 ha

4.6 Localisation du projet

Adresse et commune(s)
d'implantation

Rue Roger BRIDONNEAU
15 130 YTRAC

Coordonnées géographiques¹

Long. 02°24'59"E Lat. 44°56'07"N

Pour les catégories 5° a), 6° a), b) et c), 7° a), 9° a), 10°, 11° a) et b), 22°, 32°, 34°, 38°; 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement :

Point de départ :

Long. ___° ___' ___" Lat. ___° ___' ___"

Point d'arrivée :

Long. ___° ___' ___" Lat. ___° ___' ___"

Communes traversées :

Joignez à votre demande les annexes n° 2 à 6

4.7 S'agit-il d'une modification/extension d'une installation ou d'un ouvrage existant ?

Oui

Non

4.7.1 Si oui, cette installation ou cet ouvrage a-t-il fait l'objet d'une évaluation environnementale ?

Oui

Non

4.7.2 Si oui, décrivez sommairement les différentes composantes de votre projet et indiquez à quelle date il a été autorisé ?

[Empty text area for response to 4.7.2]

¹ Pour l'outre-mer, voir notice explicative

5. Sensibilité environnementale de la zone d'implantation envisagée

Afin de réunir les informations nécessaires pour remplir le tableau ci-dessous, vous pouvez vous rapprocher des services instructeurs, et vous référer notamment à l'outil de cartographie interactive CARMEN, disponible sur le site de chaque direction régionale.

Le site Internet du ministère de l'environnement vous propose un regroupement de ces données environnementales par région, à l'adresse suivante : <http://www.developpement-durable.gouv.fr/-Les-donnees-environnementales-.html>.

Cette plateforme vous indiquera la définition de chacune des zones citées dans le formulaire.

Vous pouvez également retrouver la cartographie d'une partie de ces informations sur le site de l'inventaire national du patrimoine naturel (<http://inpn.mnhn.fr/zone/sinp/espaces/viewer/>).

Le projet se situe-t-il :	Oui	Non	Lequel/Laquelle ?
Dans une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique de type I ou II (ZNIEFF) ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
En zone de montagne ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans une zone couverte par un arrêté de protection de biotope ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Sur le territoire d'une commune littorale ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans un parc national, un parc naturel marin, une réserve naturelle (nationale ou régionale), une zone de conservation halieutique ou un parc naturel régional ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Sur un territoire couvert par un plan de prévention du bruit, arrêté ou le cas échéant, en cours d'élaboration ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans un bien inscrit au patrimoine mondial ou sa zone tampon, un monument historique ou ses abords ou un site patrimonial remarquable ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

Dans une zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans une commune couverte par un plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN) ou par un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) ? si oui, est-il prescrit ou approuvé ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans un site ou sur des sols pollués ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans une zone de répartition des eaux ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans un périmètre de protection rapprochée d'un captage d'eau destiné à la consommation humaine ou d'eau minérale naturelle ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans un site inscrit ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Le projet se situe-t-il, dans ou à proximité :	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site Natura 2000 ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un site classé ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

6. Caractéristiques de l'impact potentiel du projet sur l'environnement et la santé humaine au vu des informations disponibles

6.1 Le projet envisagé est-il susceptible d'avoir les incidences notables suivantes ?

Veillez compléter le tableau suivant :

Incidences potentielles		Oui	Non	De quelle nature ? De quelle importance ? <i>Appréciez sommairement l'impact potentiel</i>
Ressources	Engendre-t-il des prélèvements d'eau ? Si oui, dans quel milieu ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Prélèvements sur réseau eau potable : - 2 à 3 m3/j pour usages sanitaires - 2 m3/j pour usage industriel
	Impliquera-t-il des drainages / ou des modifications prévisibles des masses d'eau souterraines ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Les eaux de voiries seront collectées séparément des eaux de toiture, écrêtées dans un bassin spécifiques et passeront par un débourbeur déshuileur. L'étude d'incidence menée dans le dossier Loi sur l'Eau montre une absence d'impact pour la masse d'eau.
	Est-il excédentaire en matériaux ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Est-il déficitaire en matériaux ? Si oui, utilise-t-il les ressources naturelles du sol ou du sous-sol ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Après réutilisation de 100% des déblais et de 100% des produits inertes de déconstruction, le chantier sera déficitaire d'un reliquat de 4 000 m3 de matériaux pour le soubassement des voiries.
Milieu naturel	Est-il susceptible d'entraîner des perturbations, des dégradations, des destructions de la biodiversité existante : faune, flore, habitats, continuités écologiques ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Les modalités de gestion des eaux pluviales (noues et bassin naturel) ainsi que la plantation de 500 ml de haie bocagère en renforcement des haies existantes auront un effet positif sur la biodiversité du site.
	Si le projet est situé dans ou à proximité d'un site Natura 2000, est-il susceptible d'avoir un impact sur un habitat / une espèce inscrit(e) au Formulaire Standard de Données du site ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

	Est-il susceptible d'avoir des incidences sur les autres zones à sensibilité particulière énumérées au 5.2 du présent formulaire ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il la consommation d'espaces naturels, agricoles, forestiers, maritimes ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Sur les 8 ha du site, le centre de recherche CELVIA occupe 3 ha, le reste étant une prairie de fauche. Le projet prévoit de conserver 3 ha en prairie pâturée, avec convention et mise à disposition de moyens (abri et système d'abreuvement) au profit d'un éleveur local.
Risques	Est-il concerné par des risques technologiques ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Est-il concerné par des risques naturels ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il des risques sanitaires ? Est-il concerné par des risques sanitaires ?	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	
Nuisances	Engendre-t-il des déplacements/des trafics	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	L'effectif interne sera de 60 personnes, avec 20 personnes supplémentaires lors des formations. Un parking de 100 places dont 3 PMR est prévu pour le stationnement.
	Est-il source de bruit ? Est-il concerné par des nuisances sonores ?	<input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	Les machines outils seront implantées dans un bâtiment double peau, avec un fonctionnement en journée du Lundi au Vendredi. Compte tenu de l'éloignement des riverains, le risque de nuisances sonores est improbable. Conformément à la réglementation ICPE, un contrôle du niveau de bruit dans l'environnement sera réalisé à la mise en service des installations et si nécessaire, des dispositifs acoustiques seront rajoutés sur les sources sonores éventuellement mises en cause.

	<p>Engendre-t-il des odeurs ?</p> <p>Est-il concerné par des nuisances olfactives ?</p>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	<p>L'utilisation d'une peinture en poudre sans solvants avec séchage en étuve et évacuation de l'air chaud par une cheminée de 12 m en secteur peu urbanisé permettent d'éviter tout risque de nuisance olfactive dans le voisinage.</p>
	<p>Engendre-t-il des vibrations ?</p> <p>Est-il concerné par des vibrations ?</p>	<input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	<p>Les machines tournantes concernées feront l'objet d'un contrôle conformément à la réglementation ICPE, et seront si nécessaire pourvues de dispositifs antivibratiles complémentaires.</p>
	<p>Engendre-t-il des émissions lumineuses ?</p> <p>Est-il concerné par des émissions lumineuses ?</p>	<input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	<p>Les éclairages nocturnes seront conçus pour éviter la pollution lumineuse.</p>
Emissions	<p>Engendre-t-il des rejets dans l'air ?</p>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>voir odeurs</p>
	<p>Engendre-t-il des rejets liquides ?</p> <p>Si oui, dans quel milieu ?</p>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Rejet des eaux sanitaires et des eaux de la station de lavage (prétraitées par débourbeur déshuileur) sur le réseau d'assainissement géré par la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Aurillac (57 000 habitants). La charge liée au projet sera inférieure à 50 équivalents-habitants.</p>
	<p>Engendre-t-il des effluents ?</p>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>voir rejets liquides</p>
	<p>Engendre-t-il la production de déchets non dangereux, inertes, dangereux ?</p>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Une gestion sélective des déchets sera mise en œuvre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - métaux, bois, emballages : recyclage - déchets banals résiduels, déchets dangereux : élimination selon filières locales agréées. <p>Traçabilité et bilan périodique pour tous les flux.</p>

Patrimoine / Cadre de vie / Population	Est-il susceptible de porter atteinte au patrimoine architectural, culturel, archéologique et paysager ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il des modifications sur les activités humaines (agriculture, sylviculture, urbanisme, aménagements), notamment l'usage du sol?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Dans un secteur consacré aux activités économiques, le projet viendra se substituer à un centre de recherche, constituant un renforcement de l'activité. Une interface avec l'agriculture sera conservée, avec maintien de 3 ha de prairie pâturée.

6.2 Les incidences du projet identifiées au 6.1 sont-elles susceptibles d'être cumulées avec d'autres projets existants ou approuvés ?

Oui Non Si oui, décrivez lesquelles :

6.3 Les incidences du projet identifiées au 6.1 sont-elles susceptibles d'avoir des effets de nature transfrontière ?

Oui Non Si oui, décrivez lesquels :

6.4 Description, le cas échéant, des mesures et des caractéristiques du projet destinées à éviter ou réduire les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine (pour plus de précision, il vous est possible de joindre une annexe traitant de ces éléments) :

Ces aspects sont développés dans le documents joints :

- diagnostic de site (hydrographie, zones humides et habitats)
- mémoire de qualité environnementale.

7. Auto-évaluation (facultatif)

Au regard du formulaire rempli, estimez-vous qu'il est nécessaire que votre projet fasse l'objet d'une évaluation environnementale ou qu'il devrait en être dispensé ? Expliquez pourquoi.

Le niveau de précision des études de site a permis d'orienter utilement la réflexion du maître d'ouvrage, qui a choisi de dépasser les strictes obligations réglementaires pour viser une qualité environnementale raisonnée en fonction de l'analyse des enjeux. Dans un contexte à faible niveau de complexité, les approfondissements d'une évaluation environnementale ne semblent pas susceptibles d'apporter un renforcement des moyens déjà envisagés.

8. Annexes

8.1 Annexes obligatoires

Objet		
1	Document CERFA n°14734 intitulé « informations nominatives relatives au maître d'ouvrage ou pétitionnaire » - non publié ;	<input checked="" type="checkbox"/>
2	Un plan de situation au 1/25 000 ou, à défaut, à une échelle comprise entre 1/16 000 et 1/64 000 (Il peut s'agir d'extraits cartographiques du document d'urbanisme s'il existe) ;	<input checked="" type="checkbox"/>
3	Au minimum, 2 photographies datées de la zone d'implantation, avec une localisation cartographique des prises de vue, l'une devant permettre de situer le projet dans l'environnement proche et l'autre de le situer dans le paysage lointain ;	<input checked="" type="checkbox"/>
4	Un plan du projet ou, pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux catégories 5° a), 6° b) et c), 7°, 9°, 10°, 11°, 12°, 13°, 22°, 32, 38° ; 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement un projet de tracé ou une enveloppe de tracé ;	<input checked="" type="checkbox"/>
5	Sauf pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux 5° a), 6° b) et c), 7°, 9°, 10°, 11°, 12°, 13°, 22°, 32, 38° ; 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement : plan des abords du projet (100 mètres au minimum) pouvant prendre la forme de photos aériennes datées et complétées si nécessaire selon les évolutions récentes, à une échelle comprise entre 1/2 000 et 1/5 000. Ce plan devra préciser l'affectation des constructions et terrains avoisinants ainsi que les canaux, plans d'eau et cours d'eau ;	<input type="checkbox"/>
6	Si le projet est situé dans un site Natura 2000, un plan de situation détaillé du projet par rapport à ce site. Dans les autres cas, une carte permettant de localiser le projet par rapport aux sites Natura 2000 sur lesquels le projet est susceptible d'avoir des effets.	<input type="checkbox"/>

8.2 Autres annexes volontairement transmises par le maître d'ouvrage ou pétitionnaire

Veillez compléter le tableau ci-joint en indiquant les annexes jointes au présent formulaire d'évaluation, ainsi que les parties auxquelles elles se rattachent

Objet
Annexe 7 : diagnostic de site Annexe 8 : mémoire de qualité environnementale

9. Engagement et signature

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus

Fait à

Audoubert

le

20-1-2020

Signature



Insérez votre signature en cliquant sur le cadre ci-dessus

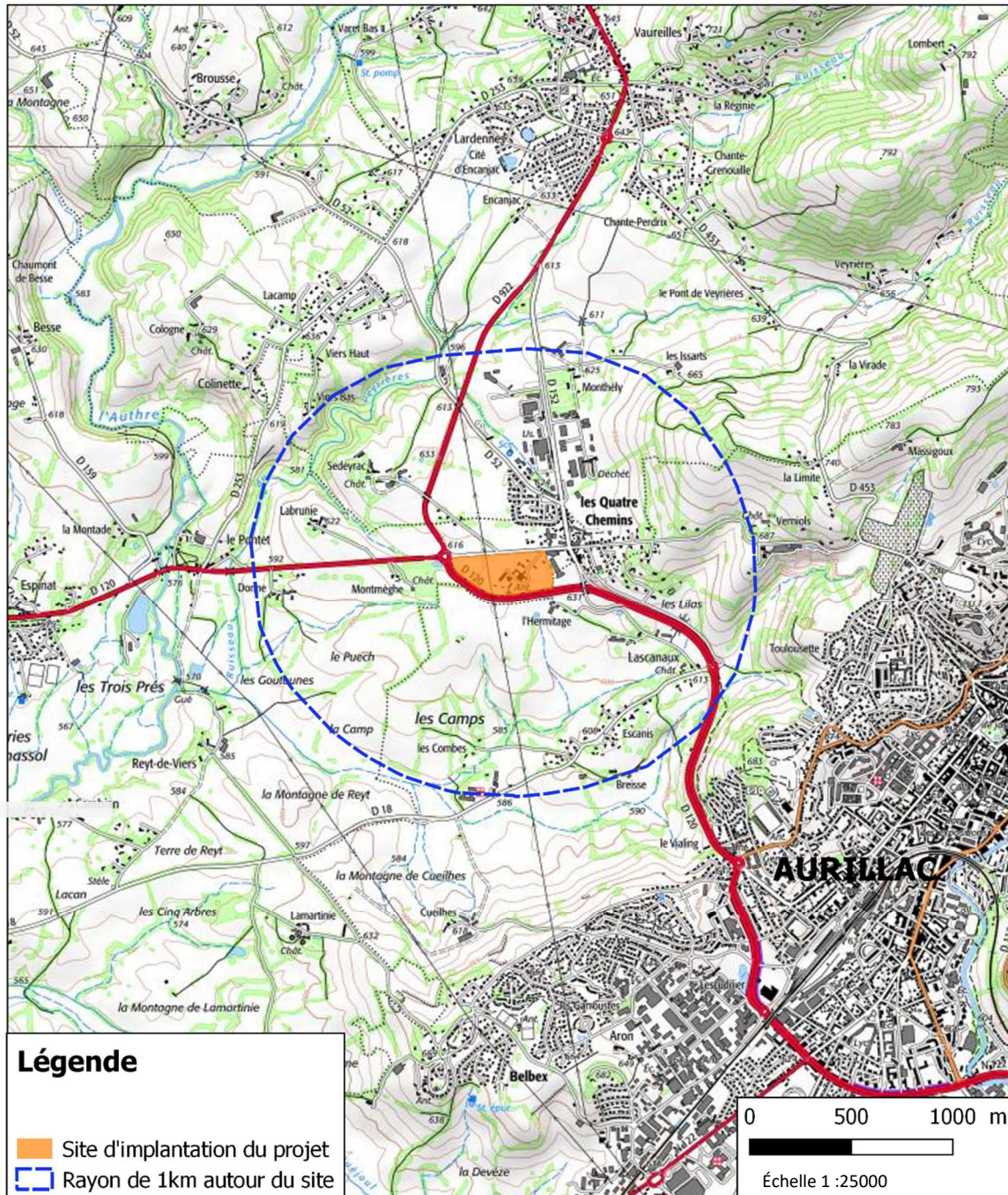
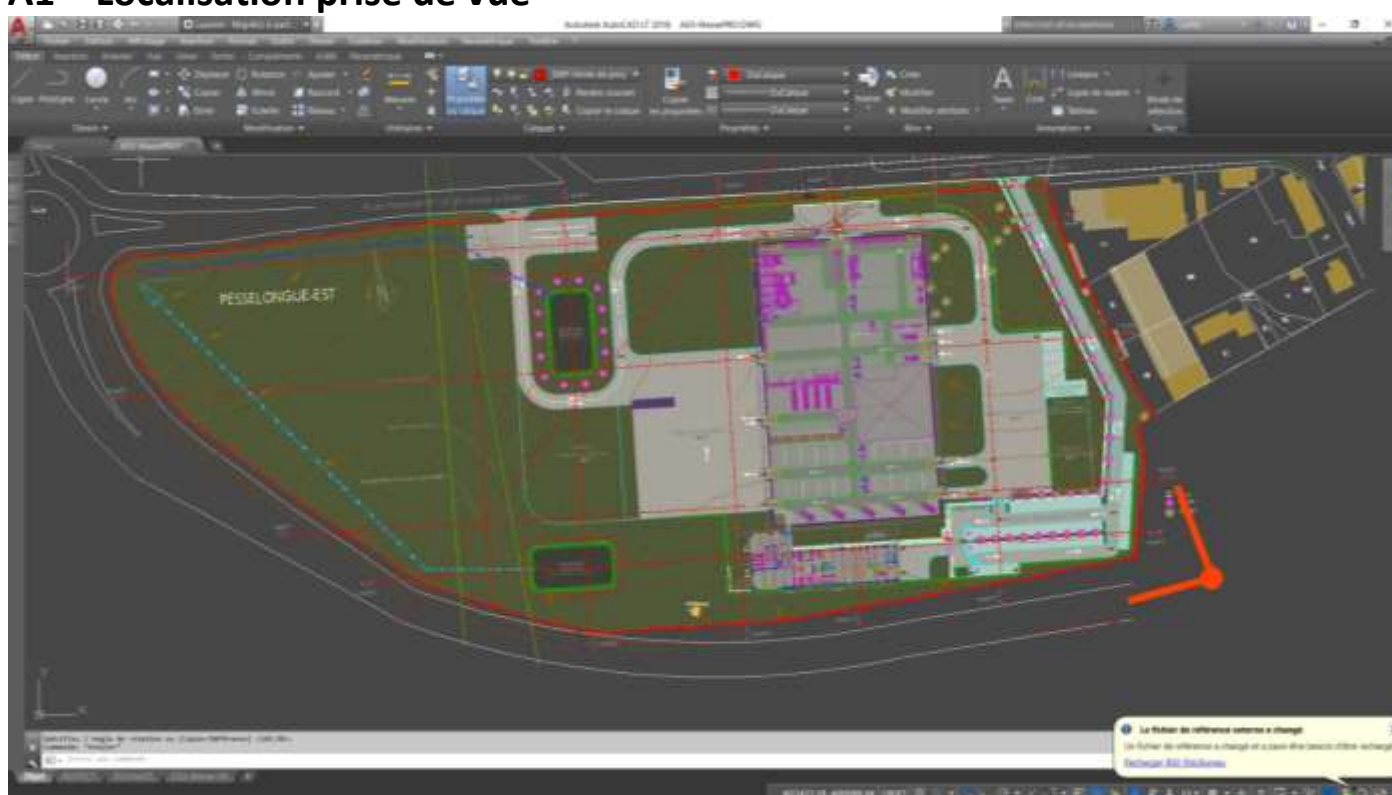


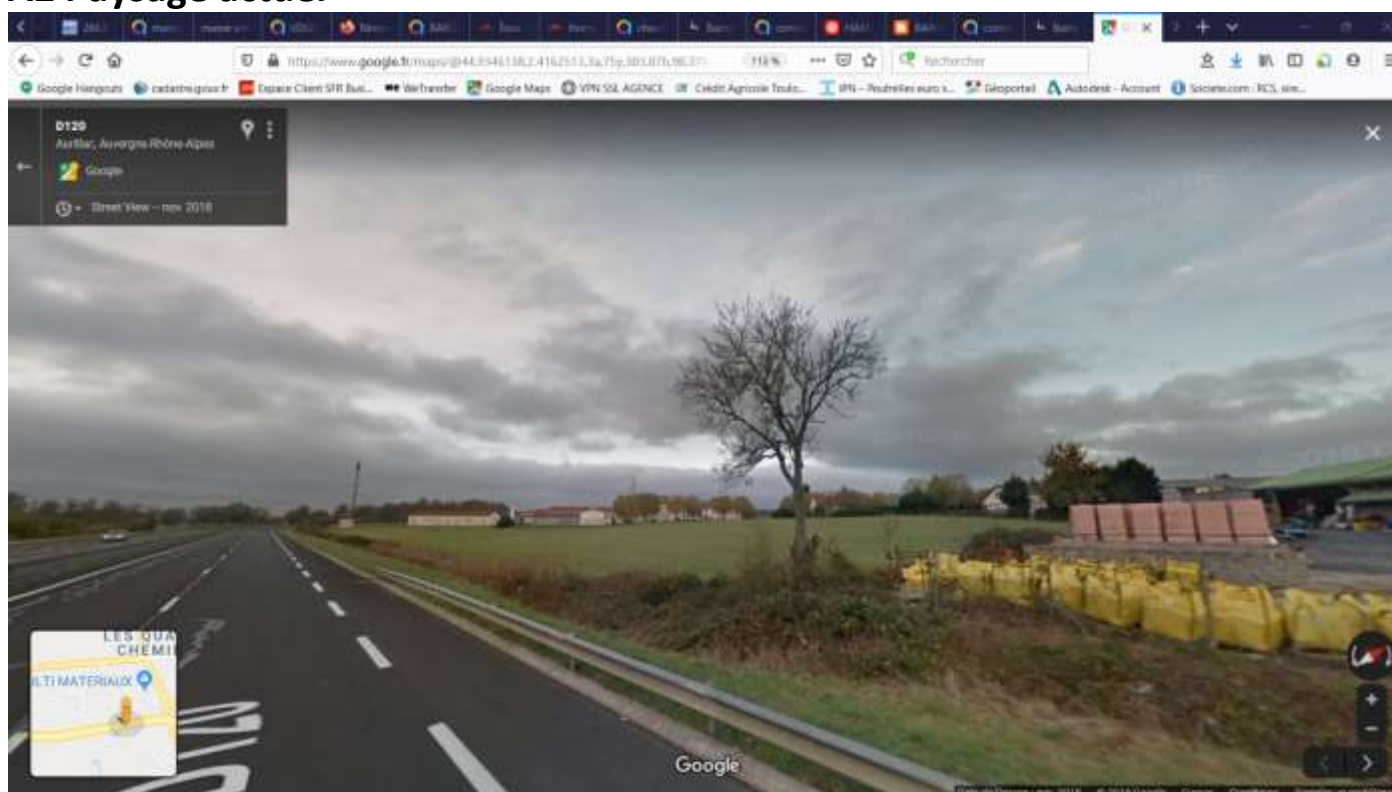
Figure 1 : Plan de situation du projet (1 : 25000)

A - VUE DEPUIS LA VOIE RAPIDE

A1 – Localisation prise de vue



A2 Paysage actuel

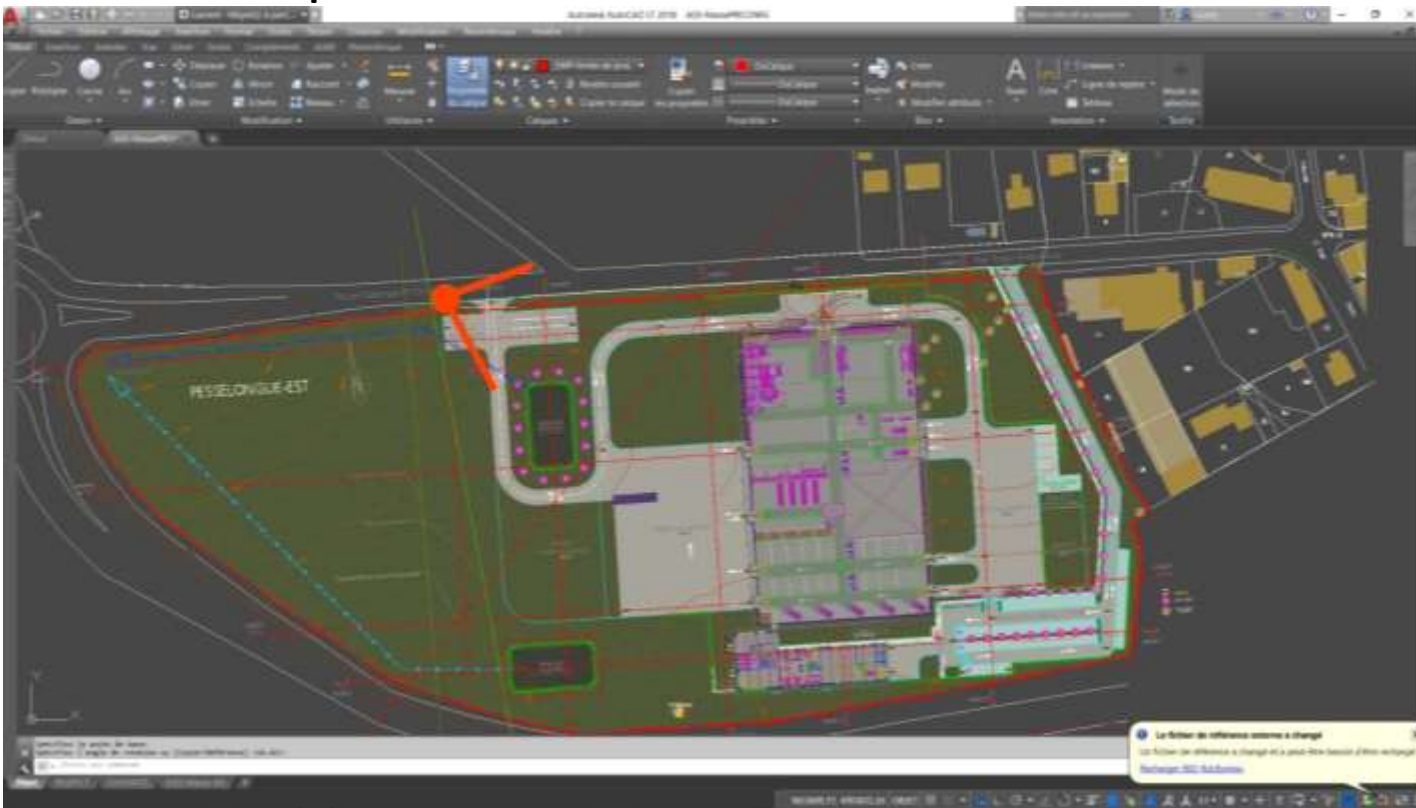


A3 - Simulation projet



B - VUE DEPUIS LA RUE R. BRIDONNEAU

B1 – Localisation prise de vue

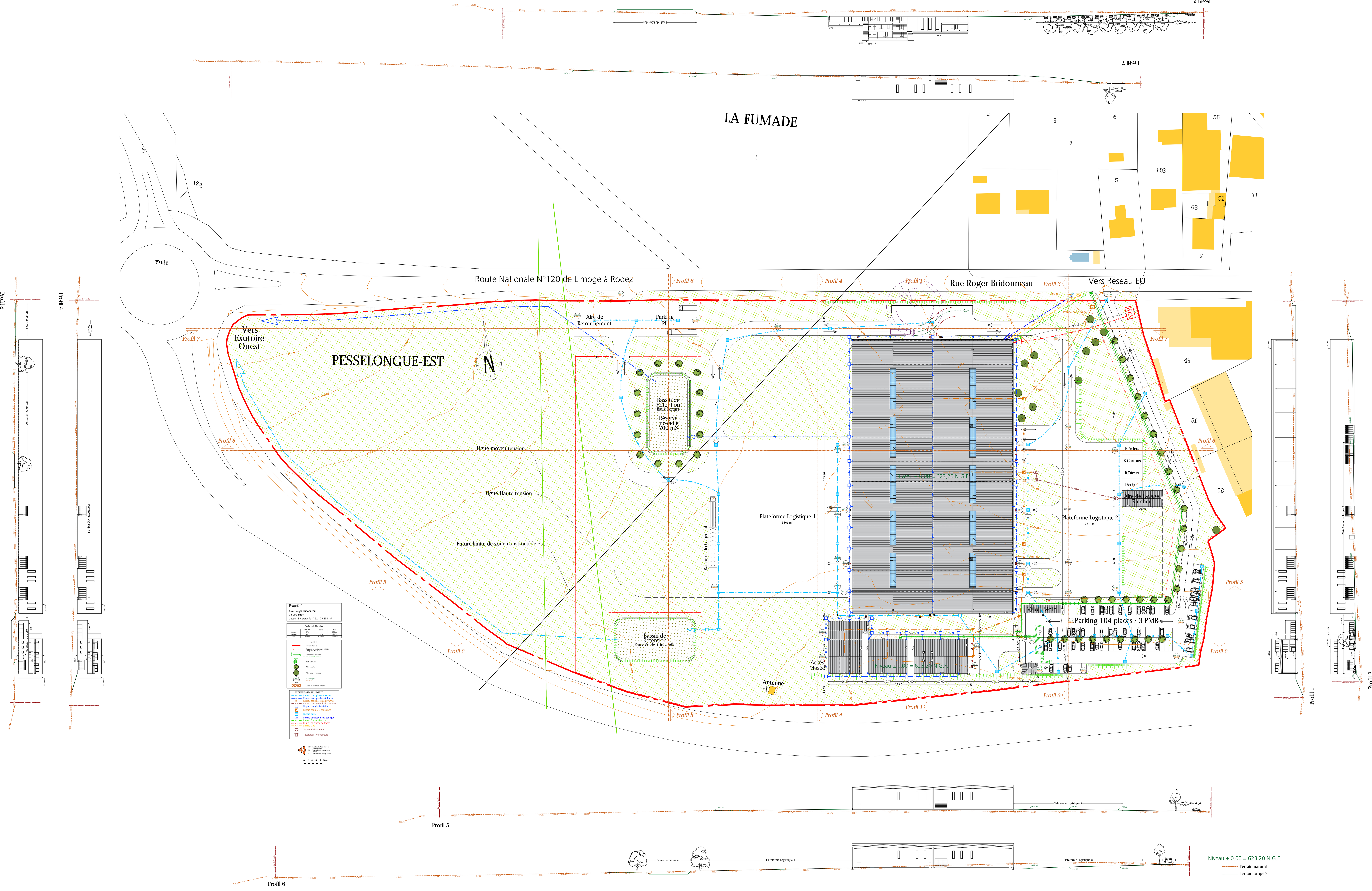


B2 Paysage actuel



B3 - Simulation projet



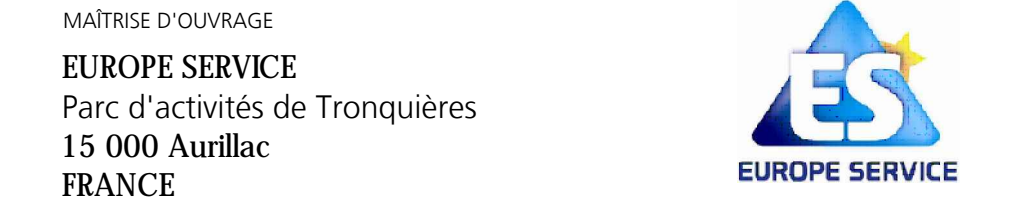


INDEX	DATE	MODIFICATIONS



CONSTRUCTION D'UN BATIMENT INDUSTRIEL

05 Rue Roger Bridonneau
15 000 Yzac

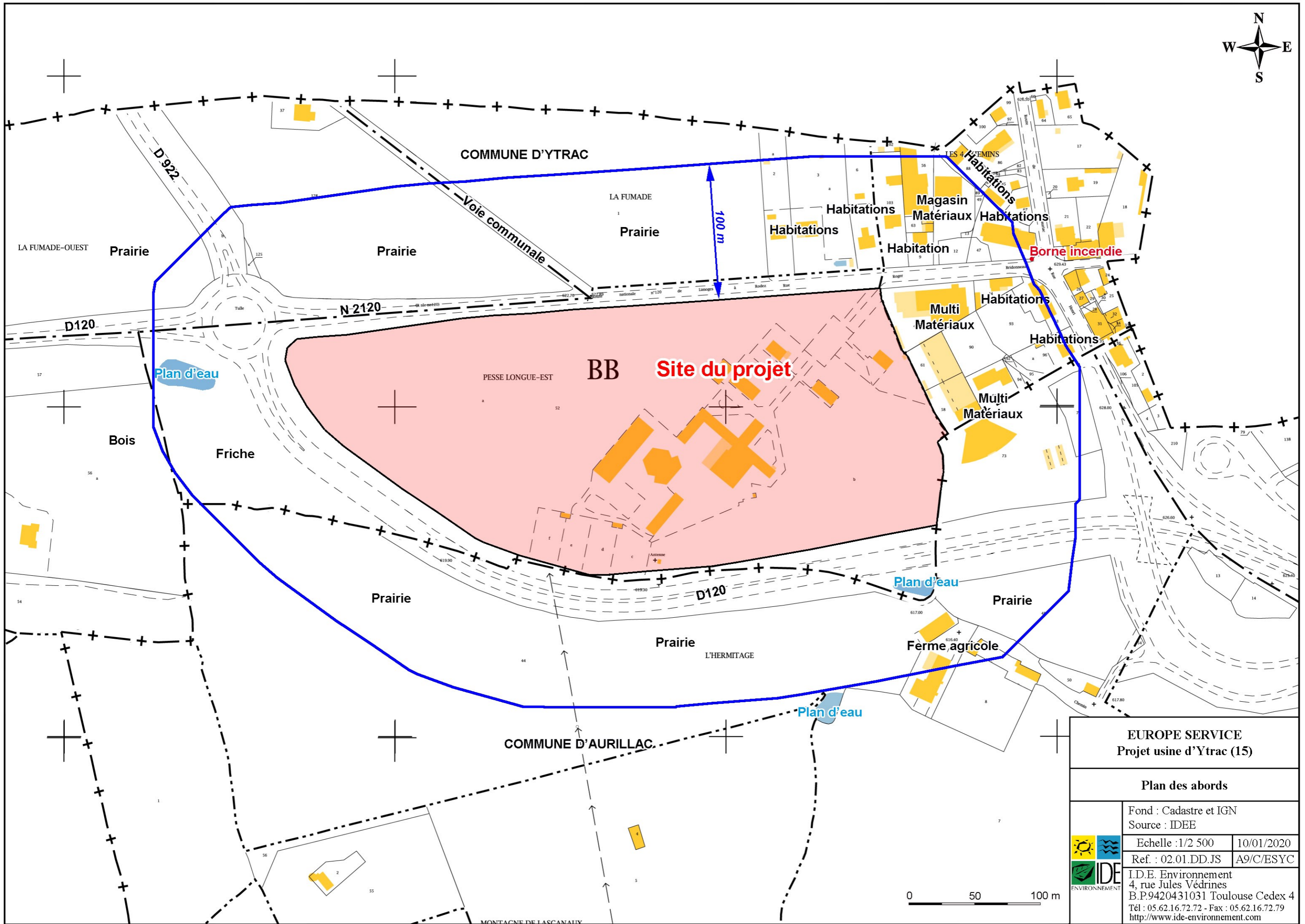


ARCHITECTE
GRUPE EMPREINTES
 7 place Jean GARDES
 12200 VILLEFRANCHE DE ROUERGUE
 FRANCE
 T. +33 5 65 65 13 40
 c.guyabard@groupeempreintes.com
 S.A.C. autorisée au capital 250 000 €
 RCS Bobo 812 763 319 0001
 Inscription à l'Ordre des Architectes N° 157679

EUROCONSTRUCTION - AURILLAC

ESQ	AFS	AFD	DPC	Famérin	PCMed	DP	PCG	DCR	DET	DOE
18.025 - PC 2 & 3 - Masse & Profil										
16/12/2019										

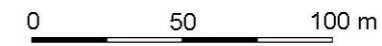
Echelle : 1.500



EUROPE SERVICE
Projet usine d'Ytrac (15)

Plan des abords

Fond : Cadastre et IGN
Source : IDEE
Echelle : 1/2 500 10/01/2020
Ref. : 02.01.DD.JS A9/C/ESYC
I.D.E. Environnement
4, rue Jules Védrières
B.P.9420431031 Toulouse Cedex 4
Tél : 05.62.16.72.72 - Fax : 05.62.16.72.79
<http://www.ide-environnement.com>





PROJET DE CONSTRUCTION D'UNE USINE DE MONTAGE
AU LIEU-DIT LES QUATRE CHEMINS
RUE ROGER BRIDONNEAU A YTRAC (15)

**Diagnostique de site / hydrographie,
zones humides et habitats**

A9/C/ESYC – Novembre 2019



EUROPE SERVICE

PROJET DE CONSTRUCTION D'UNE USINE DE MONTAGE
AU LIEU-DIT LES QUATRE CHEMINS
RUE ROGER BRIDONNEAU A YTRAC (15)

Diagnostics de site

Nature du Document	: Diagnostic de site		
Client	: EUROPE SERVICE		
Date	: Décembre 2019		
Auteurs	: Daniel TISSOT, David DELBERGHE, Thomas SERIN		
E-Mail	: d.tissot@ide-environnement.com		
Étude réalisée par	: IDE Environnement		
	4, rue Jules Védrières	Tel	: 05 62 16 72 72
	BP 94204	Fax	: 05 62 16 72 79
	31031 TOULOUSE	Internet	: www.ide-environnement.com
	Cedex 4		



SOMMAIRE

TABLE DES MATIERES

1	PREAMBULE	2
2	RELEVES HYDROGRAPHIE	3
2.1	Localisation géographique.....	3
2.2	Hydrographie naturelle	5
2.3	Hydrographie actuelle.....	5
3	DIAGNOSTIC ZONES HUMIDES	11
3.1	Les données bibliographiques	11
3.2	Délimitation d'une zone humide	12
3.2.1	Critère habitat naturel.....	13
3.2.2	Critère végétation.....	14
3.3	Critère pédologie	16
3.3.1	Principe général.....	16
3.3.2	Prise en compte des cas particuliers	17
3.4	Observations de terrain	18
3.4.1	Approche « habitats naturels »	18
3.4.2	Réalisation de sondages pédologiques.....	18
3.5	Synthèse et conclusion du diagnostic « zones humides »	22
4	DIAGNOSTIC HABITATS.....	24
4.1	Patrimoine naturel remarquable protégé	24
4.2	Observations de terrain	24
4.2.1	Les habitats EUNIS et la flore.....	24
4.2.2	Potentiel de fonctionnalités écologiques	26
5	CONCLUSIONS, RECOMMANDATIONS.....	27

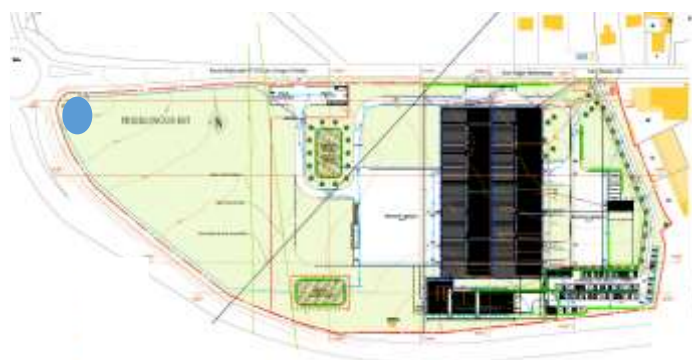
Page laissée intentionnellement blanche

1 PREAMBULE

La présente mission est réalisée pour le compte de l'entreprise EUROPE SERVICE, maître d'ouvrage du projet de réaménagement du site de la SCOPAGRI ELEVEURS DU PAYS VERT CELVIA au lieu-dit les Quatre Chemins sur la commune d'Ytrac (15), pour la construction d'une usine de montage d'équipements dédiés à la viabilité hivernale et au nettoyage des voiries.



Site actuel



Projet

Ces relevés ont été réalisés les 12 et 13 novembre 2019 par MM. David DELBERGHE (technicien terrain) et Thomas SERIN (naturaliste), ils sont destinés à être exploités dans l'élaboration des différentes pièces composant le dossier Environnement du projet, à savoir :

- le mémoire de qualité environnementale,
- la déclaration Loi sur l'Eau Art.R214-1CE,
- la demande d'examen au cas par cas Art.R122-2CE,
- la déclaration ICPE Art.R511-9CE.

A ce titre, ces relevés ont porté sur 3 aspects : le réseau hydrographique, les zones humides et la qualité écologique des habitats existants.

2 RELEVES HYDROGRAPHIE

2.1 LOCALISATION GEOGRAPHIQUE

Le projet de construction est situé sur la commune d'Ytrac (15).

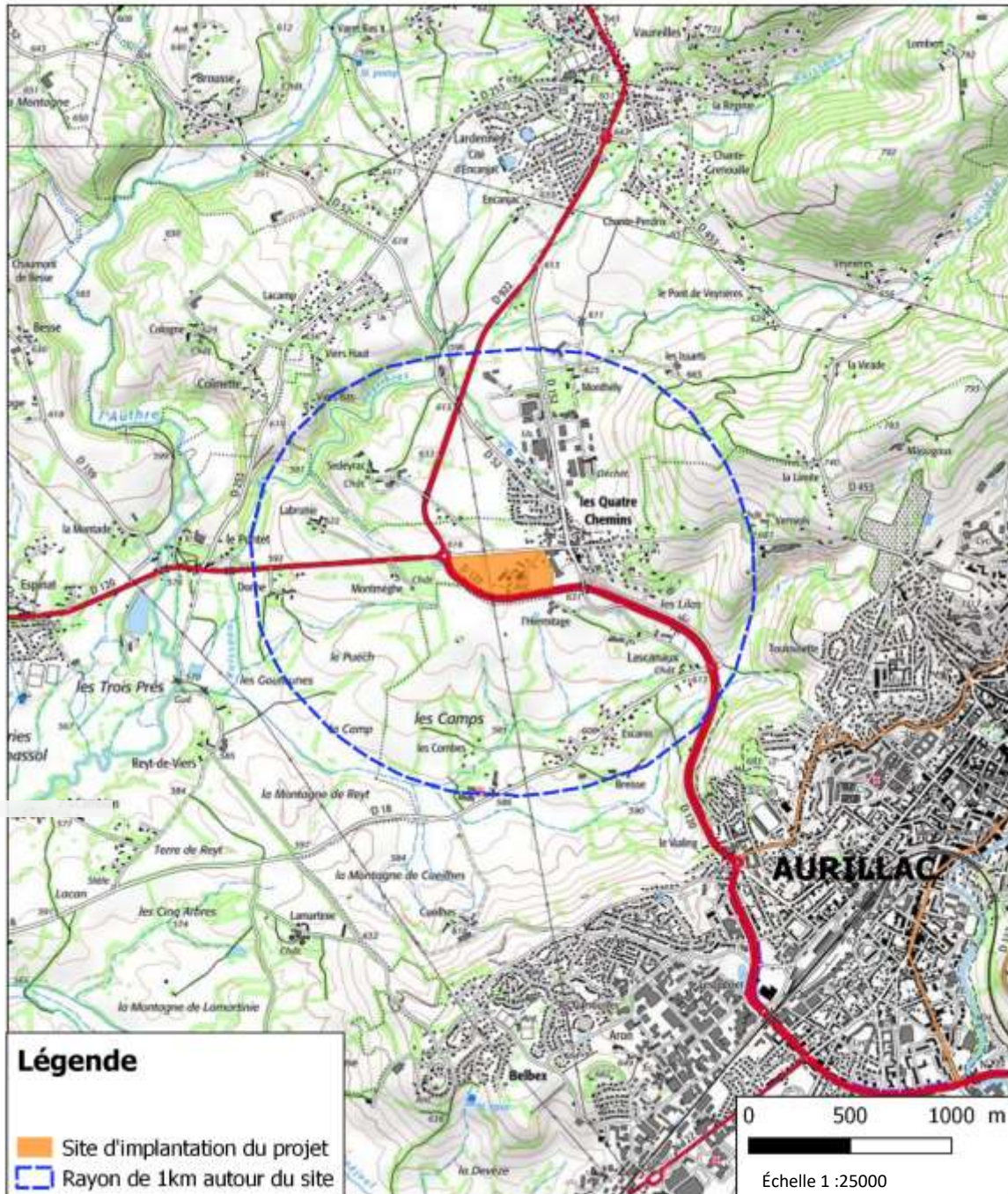
Le site jouxte la commune de Naucelle à l'Est et la commune d'Aurillac au Sud, il est accessible depuis la rue Roger BRIDONNEAU. Il s'agit actuellement d'un centre de recherche en élevage

La surface foncière est de 8 ha.

Tableau 1 : Parcelles incluses dans le périmètre du site à aménager

Section	N° parcelle	Surface
BB	52	79 851 m ²
	TOTAL	7 ha 98 a 51 ca

La carte de localisation au 1 / 25 000^{ème} est présentée en page suivante.

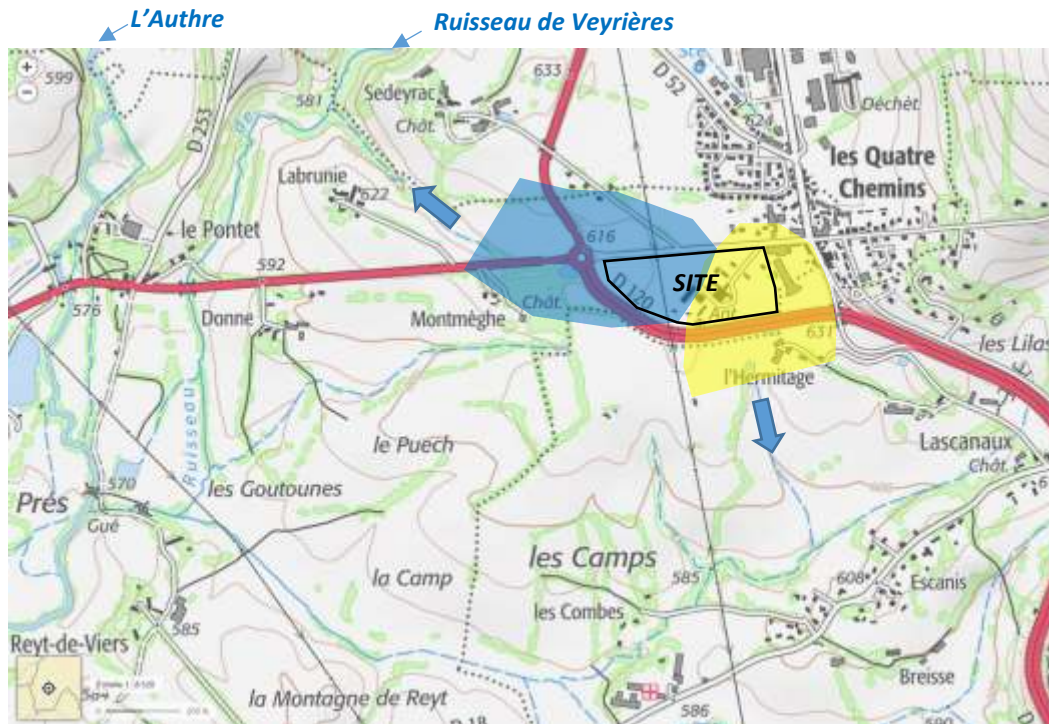


Plan de situation du projet (1 : 25000)

2.2 HYDROGRAPHIE NATURELLE

Le terrain du projet recoupe géographiquement deux bassins versants naturels :

- BV Ouest qui s'écoule via un ru non permanent en direction du ruisseau de Veyrières petit affluent de la rivière l'Authre ;
- BV Est qui s'écoule vers le Sud en direction du lieu-dit l'Hermitage où naît un ru non permanent rejoignant un affluent du ruisseau de Veyrières.



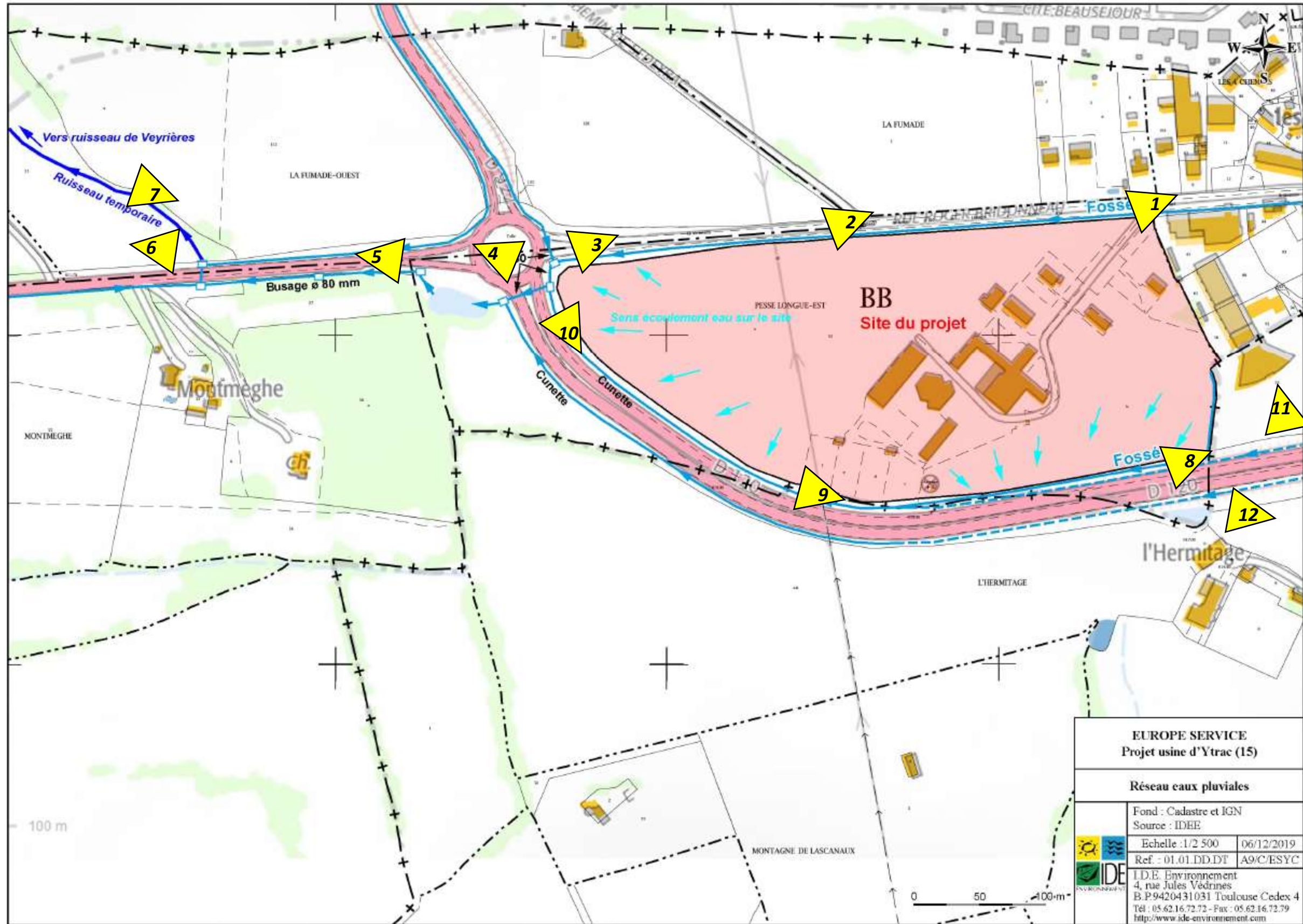
2.3 HYDROGRAPHIE ACTUELLE

L'aménagement de la D120 est venu modifier les écoulements naturels dans le secteur :

- au droit du site, il draine l'ensemble de la surface vers le BV Ouest ;
- le BV Est résiduel peut s'écouler vers le Sud au travers d'un ouvrage cadre sous la D120, il aboutit à un bassin sans surverse.

Dans ce contexte, tout rejet vers le BV Est doit être évité, le rejet vers le BV Ouest est la seule solution pérenne pour la gestion des eaux du projet.

La cartographie donnée page suivante présente l'état actuel des écoulements.



Chemin de l'eau rue Roger BRIDONNEAU

Un fossé enherbé en bordure de chaussée (1, 2) collecte les eaux de la voirie et les rejette dans un avaloir rectangulaire (3) à l'Est du rond-point sur la D120. Le franchissement du carrefour est ensuite assuré par une canalisation en D800 dont le fil d'eau départ se situe 2,50 m sous celui du déversoir.

Le système draine imparfaitement le site, comme en témoigne l'accumulation d'eau de surface (4) visible dans la pointe Ouest (point bas du BV Ouest) lors de la période de pluviosité abondante correspondant à notre intervention.

Chemin de l'eau à l'aval du rond-point avec la D120

Le réseau sous rond-point débouche dans un bassin de rétention (5) aujourd'hui entièrement colonisé par des plantes aquatiques et de jeunes arbres d'eau.

La sortie du bassin chemine en bord de voirie routière par des canalisations enterrées (D800) puis traverse la D120 (en D 1200) et délivre les eaux via un déversoir (6) au cours naturel du petit ru (7) qui rejoint le ruisseau de Veyrières.

Chemin de l'eau en limite Sud du site

Les écoulements des 2 voies sens Aurillac -> Limoges ainsi que ceux de la partie Est du site s'écoulent au travers d'un talus colonisé par une haie vers une banquette herbeuse (8) qui devient une cunette béton (9) et rejoint la canalisation de traversée sous rond-point via un regard à grille (10).

Chemin de l'eau dans le BV Est résiduel



La traversée de la D120 (11) aboutit à une mare (12) saturée en période pluvieuse car sans connexion avec le réseau hydraulique superficiel (cf ci-dessous).



Ru non permanent

3 DIAGNOSTIC ZONES HUMIDES

3.1 LES DONNEES BIBLIOGRAPHIQUES

Selon le Code de l'environnement, les zones humides sont des « terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire ; la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hydrophiles pendant au moins une partie de l'année ». (Art.L.211-1).

Règlementairement, les articles L.214-7-1 et R.211-108 du Code de l'Environnement amènent des critères de définition et de délimitation d'une zone humide afin de faciliter une appréciation partagée de ce qu'est une zone humide en vue de leur préservation par la réglementation. Il existe plusieurs types de zonages associés aux zones humides :

- Les Zones Humides d'Importance Majeure (ZHIM) : ces sites, suivis par l'Observatoire National des Zones Humides et définis en 1991 à l'occasion d'une évaluation nationale, ont été choisis pour leur caractère représentatif des différents types d'écosystèmes présents sur le territoire métropolitain. Ces sites n'ont aucune valeur réglementaire, il s'agit d'un inventaire, mais peuvent servir pour l'élaboration de certains sites Natura 2000.
- Les Zones Humides d'Importance Internationale instituées par la Convention de RAMSAR du 2 février 1971. Elles sont sélectionnées sur leur importance internationale au point de vue écologique, botanique, zoologique ou hydrologique. Les critères d'intérêt culturel des zones humides participent également au classement des sites. Les zones concernées par ces sites RAMSAR ne sont juridiquement protégées que si elles sont par ailleurs soumises à un régime particulier de protection de droit national.
- Les zones humides définies dans les documents de gestion tels que les SDAGE, SAGE, contrats de rivières, etc. : ces zones humides peuvent faire l'objet de mesures et prescriptions ; elles doivent être prises en compte dans tout projet.

La roselière à l'Ouest du site est identifiée par la DDT du Cantal comme zone humide.

3.2 DELIMITATION D'UNE ZONE HUMIDE

Références réglementaires :

- L.211-1, L.214-7 et L.173-1, R211-108, R.214-1, rubrique 3310, et R. 216-12 du code de l'environnement
- L.121-23 et R.121-4 du code de l'urbanisme
- Arrêté 24 juin 2008 modifié par l'arrêté du 1er oct. 2009 précisant les critères de définition et de délimitation des zones humides en application des articles L.214-7-1 et R.211-108 du code de l'environnement
- Circulaire du 18/01/10 relative à la délimitation des zones humides en application des articles L. 214-7-1 et R. 211-108 du code de l'environnement
- Décision du Conseil d'État du 22 février 2017, n°386325
- Note technique du 26 juin 2017 relative à la caractérisation des zones humides
- LOI n° 2019-773 du 24 juillet 2019 portant création de l'Office français de la biodiversité (JO 26/07/2019), modifiant l'article L. 211-1 du code de l'environnement (art. 23).

Méthodologie appliquée :

Au regard des dispositions législatives et réglementaires applicables, la caractérisation des zones humides repose sur trois critères : les habitats, la pédologie et la végétation. On entend ici par végétation, une végétation botanique ou « spontanée », c'est à dire attachée naturellement aux conditions du sol et qui exprime les conditions écologiques du milieu.

La méthodologie appliquée pour la caractérisation et la délimitation des zones humides est donc la suivante :

- Définition d'entités à végétation homogène (correspondant à la cartographie des habitats EUNIS) ;
- Détermination des habitats caractéristiques des zones humides selon l'arrêté du 24 juin 2008 modifié ;
- Détermination du caractère spontané ou non de la végétation sur les entités du projet ;
- Réalisation de sondages pédologiques et de placettes de végétation tels que prescrits par l'arrêté du 24 juin 2008 modifié.

Les zones humides réglementaires sont donc déterminées en suivant le logigramme suivant :

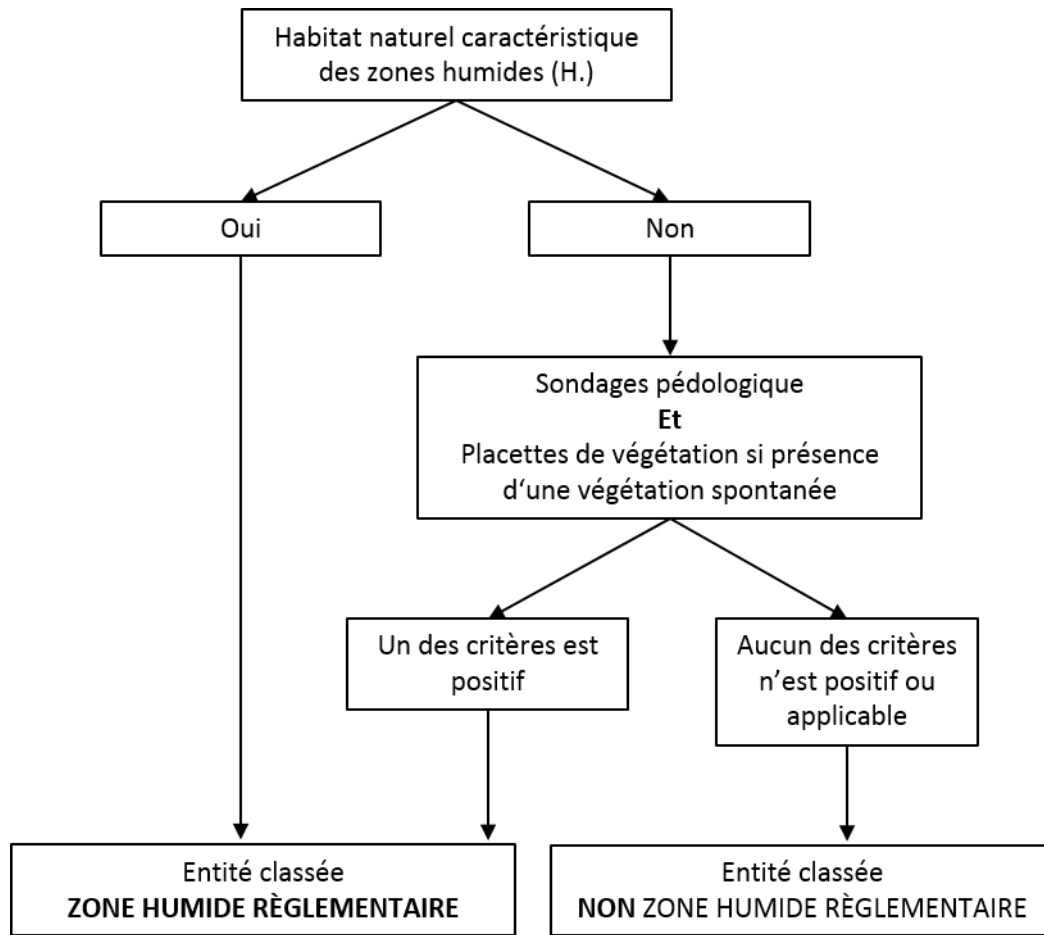


Figure 1 : Logigramme de détermination des zones humides

Les délimitations de l'entité « Zone humide réglementaire » sont fonction de l'homogénéité de celle-ci et de la localisation des placettes de végétation et des sondages pédologiques tels que prescrits par l'arrêté du 24 juin 2008 modifié.

En présence d'un habitat caractéristique des zones humides, soit « H. » selon l'arrêté du 24 juin 2008 modifié, l'entité est directement classée en Zone Humide réglementaire.

En présence d'une végétation dite spontanée, le critère végétation ou le critère pédologique doit être positif pour classer l'entité en Zone Humide réglementaire.

En présence d'une végétation non spontanée ou en absence de végétation, le critère pédologique doit être positif pour classer l'entité en Zone Humide réglementaire.

3.2.1 Critère habitat naturel

Une première approche « Habitat naturel » permet de lister les habitats qui sont classés d'office en Zone Humide réglementaire par l'annexe II table B de l'arrêté du 24 juin 2008 modifié. Un habitat coté « H. » signifie que cet habitat ainsi que, le cas échéant, tous les habitats des niveaux hiérarchiques inférieurs sont caractéristiques de zones humides selon le critère « végétation ».

Dans certains cas, l'habitat d'un niveau hiérarchique donné ne peut pas être considéré comme systématiquement ou entièrement caractéristique de zones humides, soit parce que les habitats de niveaux inférieurs ne sont pas tous humides, soit parce qu'il n'existe pas de déclinaison typologique plus précise permettant de distinguer celles typiques de zones humides. Pour ces habitats, il n'est pas possible de conclure sur la nature humide de la zone à partir de la seule lecture des données ou cartes relatives aux habitats.

Cette approche est utilisable lorsque des données ou cartes d'habitats sont disponibles. Si ce n'est pas le cas, des investigations sur le terrain sont nécessaires afin de les déterminer. Par ailleurs, les habitats naturels caractéristiques des zones humides listés dans l'arrêté du 24 juin 2008 suivent l'ancienne codification CORINE Biotopes. Les habitats relevés sous la codification en vigueur EUNIS sont donc converti à l'aide de la correspondance entre les classifications d'habitats Corine Biotopes et EUNIS, mis en place par le Museum National d'Histoire Naturelle.

3.2.2 Critère végétation

3.2.2.1 Appréciation du caractère spontané de la végétation

On attend ici par végétation, une végétation botanique, ou « spontanée », soit une végétation attachée naturellement aux conditions du sol et qui exprime les conditions écologiques du milieu. La détermination du caractère spontané ou non de la végétation est expertisée en fonction de chaque terrain, de son historique, des pratiques qui y sont associés et des conditions locales. La note technique du 26 juin 2017 donne quelques exemples de végétation spontanée et de végétation non spontanée :

Milieux à végétation spontanée	Milieux à végétation non spontanée
Jachères hors rotation	Jachères entrant dans une rotation
Landes	Parcelles labourées, plantées, cultivées, coupées ou encore amendées
Friches	Champs de céréales ou d'oléagineux
Boisements naturels	Certaines prairies temporaires ou permanentes exploitées, amendées ou semées
Boisements régénérés peu exploités ou pas exploités depuis suffisamment longtemps	Zone d'exploitation, de coupes et de défrichements réalisés dans un délai qui n'a pas permis à la végétation naturelle de la recoloniser
Prairies naturelles	Plantations forestières dépourvues de strate herbacée

Tableau 2 : Exemples de milieux à végétation « spontanée » et de milieux à végétation « non spontanée »

Source : Note technique du 26 juin 2017

L'appréciation du caractère spontanée de la végétation peut également être réalisée par :

- Analyse de la couverture végétale par des photographies aériennes disponibles et couvrant plusieurs années pour permettre d'attester du caractère spontané de l'entité
- Entretien avec les propriétaires et/ou les exploitants des entités étudiées pour évaluer :
 - Le type et la nature des rotations de cultures
 - Les Fertilisations (amendements, engrais, chaulage,...)
 - L'utilisation de produits phytosanitaires
 - L'irrigation, le drainage
 - La pression de pâturage
 - La fréquence de l'entretien
 - ...

En cas de difficulté d'interprétation, la végétation sera considérée comme non spontanée et seule l'approche pédologique sera utilisée.

3.2.2.2 L'étude de la végétation spontanée

Le critère relatif à la végétation « spontanée » peut être appréhendé à partir soit directement des espèces végétales (par placettes de végétation), soit des habitats.

L'examen de la végétation est effectué sur des placettes situées de part et d'autre de la frontière supposée de la zone humide, suivant des transects perpendiculaires à cette frontière.

Les relevés botaniques sont réalisés sur une placette circulaire, globalement homogène du point de vue des conditions mésologiques et de végétation, en prenant pour rayon 1,5 m pour la strate herbacée, 3 m pour la strate arbustive et 10 m pour la strate arborescente.

Sur chacune des placettes, il est effectué une estimation visuelle du pourcentage de recouvrement des espèces pour chaque strate de végétation de façon à obtenir une liste des espèces dominantes. Les espèces possédant un recouvrement inférieur à 5 % ne sont pas nécessairement prises en compte du fait de leur faible apport d'information. Cette liste permet d'évaluer si la moitié au moins des espèces figurent dans la liste des espèces indicatrices de zones humides. Le cas échéant, la placette de végétation est indicatrice de zones humides. Les analyses et investigations de terrain sont réalisées selon le protocole décrit à l'annexe 2.1.1. de l'arrêté du 24 juin 2008 modifié et la liste d'espèces fournie à l'annexe 2.1.2. de cet arrêté.

D'après l'arrêté du 28 juin 2008 modifié, l'examen des espèces végétales doit être fait à une période où les espèces sont à un stade de développement permettant leur détermination. La période incluant la floraison des principales espèces est à privilégier.

Remarque spécifique concernant les fossés : les fossés sont en règle générale aménagés par l'homme pour drainer ou canaliser un milieu aquatique ou humide. Sauf exception spécifique (aménagement en pente douce notamment), les fossés sont à considérer comme des milieux aquatiques et non comme des zones humides malgré le développement d'une végétation hygrophile.

Remarque spécifique concernant les haies : sauf exception, les haies sont à considérer comme une végétation non spontanée plantée par l'homme. Le diagnostic Zones Humides est réalisé selon le critère pédologique avec la réalisation d'un sondage minimum de part et de l'entité « haie ».

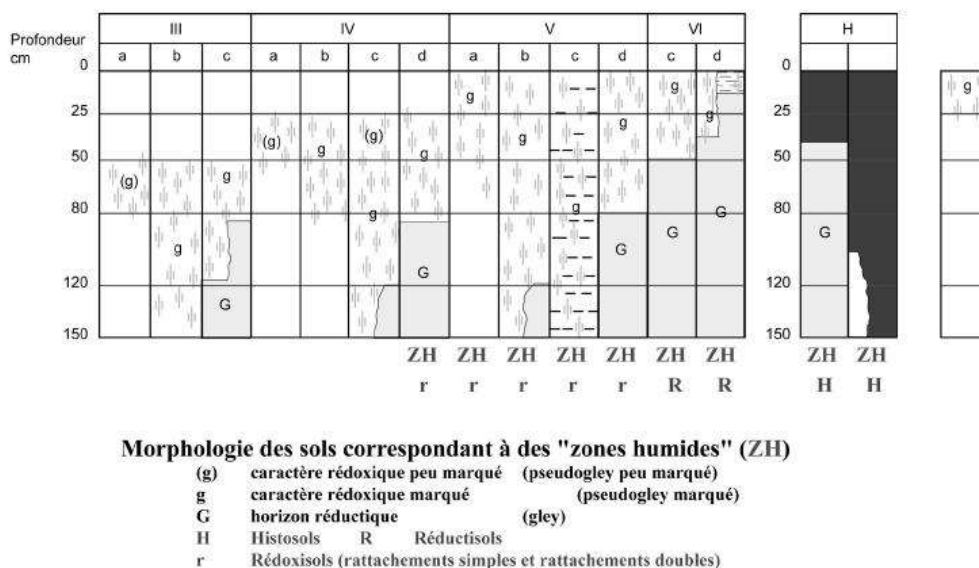
3.3 CRITERE PEDOLOGIE

3.3.1 Principe général

L'arrêté du 24 juin 2008 modifié précise, dans une liste, les sols caractéristiques des zones humides et correspondants à un ou plusieurs types pédologiques. Ces sols sont les suivants :

- les histosols : marqués par un engorgement permanent provoquant l'accumulation de matières organiques peu ou pas décomposées (tourbières) : sols de classe H
- les réductisols : présentant un engorgement permanent à faible profondeur montrant des traits réductiques débutant à moins de 50 cm de la surface du sol : sols de classe VI (c et d)
- les autres sols caractérisés par des traits rédoxiques :
 - débutant à moins de 25 cm de profondeur du sol et se prolongeant ou s'intensifiant en profondeur : sols de classes V (a, b, c, d)
 - ou débutant à moins de 50 cm de profondeur du sol et se prolongeant ou s'intensifiant en profondeur et par des traits réductiques apparaissant à moins de 120 cm de profondeur : sols de classes IVd

La figure suivante présente les différentes morphologies des sols correspondant à des zones humides selon le GEPPA :



d'après Classes d'hydromorphie du Groupe d'Étude des Problèmes de Pédologie Appliquée (GEPPA, 1981)

Figure 2 : Morphologies des sols correspondant à des zones humides - GEPPA, 1981

En pratique, des sondages à la tarière sont effectués sur le terrain du projet pour rechercher les traits rédoxiques et réductiques. La profondeur à partir de laquelle ils sont observés est notée et permet de déterminer le type de sol selon le GEPPA.

Le nombre, la répartition et la localisation précise de ces points dépendent de la taille et de l'hétérogénéité du site, avec un point (=1 sondage) par secteur homogène. Si une zone humide est suspectée, l'examen des sols porte prioritairement sur des points à situer de part et d'autre de la frontière supposée de la zone humide.

D'après l'arrêté du 1^{er} octobre 2009 et la note technique du 26 juin 2017, l'observation des traits d'hydromorphie peut être réalisée toute l'année mais la fin de l'hiver et le début du printemps sont les périodes idéales pour constater sur le terrain la réalité des excès d'eau.

Remarque spécifique concernant le drainage des sols : les réseaux de drainage de parcelles sont à repérer car le drainage est de nature à modifier le degré d'hydromorphie des sols.

3.3.2 Prise en compte des cas particuliers

Dans certains contextes particuliers (fluviosols développés dans des matériaux très pauvres en fer, le plus souvent calcaires ou sableux et en présence d'une nappe circulante ou oscillante très oxygénée ; podzols humiques et humoduriques), l'excès d'eau prolongée ne se traduit pas par les traits d'hydromorphie habituels facilement reconnaissables. Une expertise des conditions hydrogéomorphologiques (en particulier profondeur maximale du toit de la nappe et durée d'engorgement en eau) doit être réalisée pour apprécier la saturation prolongée par l'eau dans les 50 premiers centimètres de sol.

Si une expertise hydrogéologique poussée sur une longue période n'est pas envisagée par le maître d'ouvrage, l'estimation du niveau et de la durée d'engorgement en eau des sols peut être évaluée en première approche par :

- Consultation de l'étude hydrogéologique ou géotechnique éventuellement mise à disposition par le maître d'ouvrage (estimation de la NPHE notamment)
- Estimation de la hauteur de la nappe superficielle de chaque entité homogène par des sondages à la tarière manuelle en période de plus haute eau (en règle générale : fin d'hiver ou début du printemps). Les conditions météorologiques des 15 jours précédant l'intervention de terrain seront analysées pour écarter les niveaux d'engorgement liés à des événements pluvieux exceptionnels.

On parlera d'un niveau d'engorgement potentiel suffisant pour caractériser le sol comme à forte probabilité d'hydromorphie.

Remarque spécifique concernant les sols calcaires : Si l'étude des données existantes suspecte la présence de sol calcaire, un test à l'acide chlorhydrique dilué sur la terre fine permet de confirmer la nature du sol.

3.4 OBSERVATIONS DE TERRAIN

3.4.1 Approche « habitats naturels »

Le tableau ci-dessous reprend en détail l'ensemble des habitats identifiés au droit du projet, les habitats caractéristiques des zones humides selon l'arrêté du 24 juin 2008 modifié le cas échéant et l'étude du caractère spontané¹ de la végétation :

Intitulé	Code EUNIS	Habitat caractéristique des zones humides (H.)	Type de végétation (justification)	Utilité du critère botanique	Utilité du critère pédologique
Bâtiments résidentiels x Jardins domestiques	J1.2 x X25	Non	Non concerné (Milieu artificiel)	/	/
Haies d'espèces indigènes pauvres en espèces	FA.4	Non	Non spontanée (végétation entretenue ne traduisant pas les conditions écologiques du milieu)	/	x
Pâturages permanents mésotrophes	E2.1	Non	Non spontanée (végétation entretenue par le pâturage ne traduisant pas les conditions écologiques du milieu)	/	x
Sites industriels x Pelouses des parcs	J1.4	Non	Non concerné (Milieu artificiel)	/	/
Canaux d'eau non salée	J5.41	Non	Non concerné (Milieu aquatique)	/	/

Tableau 3 : Correspondances entre les habitats naturels et la spontanéité de la végétation

Suite à cette première analyse, on relève qu'aucun des habitats n'est caractéristique des zones humides ou ne possède une végétation dite spontanée. Seule l'approche pédologique peut donc être menée sur ces habitats.

3.4.2 Réalisation de sondages pédologiques

Dans le cadre de cette étude, 16 sondages pédologiques ont été réalisés au sein des habitats naturels de façon à déceler la présence éventuelle de marqueurs d'oxydo-réduction dans le sol. Les sondages pédologiques ont été réalisés en fonction des entités d'habitats naturels ainsi que de la topographie.

La figure et le tableau page suivante présentent l'emplacement et les résultats des sondages pédologiques.

¹ La spontanéité de la végétation est définie, conformément à la note technique du 26 juin 2017 relative à la caractérisation des zones humides, dans le sens où celle-ci exprime les conditions écologiques du milieu en termes d'hydromorphie du sol.



Figure 3 : Localisation des sondages pédologiques

Source : IGN Orthophotoplan et IDE Environnement

Point de sondage	Coordonnées X	Coordonnées Y	Caractéristiques (g, (g), G avec profondeur correspondante)	Profondeur maximum du sondage	Verdict zone humide pour le critère pédologique
S1	653933.83161566	6426353.77676624	g> à 5 % à partir de 90 cm Sol humide	Refus à 95 cm : graviers	Négatif
S2	653760.553748054	6426310.78572246	g> à 5 % dès la surface et se prolongeant Sol engorgé	Refus à 80 cm : graviers	Sol hydromorphe, sondage positif
S3	653646.915532761	6426453.36172095	g> à 5 % à partir de 40 cm	Refus à 80 cm : graviers	Négatif
S4	653746.130789444	6426505.17413277	g> à 5 % à partir de 20 cm et se prolongeant Sol engorgé	Refus à 95 cm : graviers	Sol hydromorphe, sondage positif
S5	653655.367202774	6426495.2526071	g> à 5 % à partir de 35 cm	Refus à 70 cm : graviers	Négatif
S6	653566.440935673	6426492.68035971	g> à 5 % à partir de 25 cm	Refus à 85 cm : graviers	Sol hydromorphe, sondage positif
S7	653441.87817704	6426473.31903059	g< à 5 %	Refus à 80 cm : graviers	Négatif
S8	653613.663716474	6426319.53826465	g> à 5 % à partir de 25 cm et se prolongeant	Refus à 70 cm : graviers	Sol hydromorphe, sondage positif
S9	653814.019747489	6426320.33978421	g> à 5 % à partir de 25 cm et se prolongeant	Refus à 90 cm : graviers	Sol hydromorphe, sondage positif
S10	653809.610180525	6426331.73116553	g< à 5 %	Refus à 65 cm : graviers	Négatif
S11	653811.814964007	6426326.21920683	g> à 5 % à partir de 40 cm Sol humide à engorgé	Refus à 60 cm : graviers	Négatif
S12	653841.855173926	6426323.72993182	Aucun marqueur Sol humide	Refus à 40 cm : graviers	Négatif
S13	653833.679066869	6426323.27949552	Aucun marqueur Sol humide	Refus à 45 cm : graviers	Négatif
S14	653796.197747677	6426311.52065028	Aucun marqueur Sol humide	Refus à 70cm : graviers	Négatif

Point de sondage	Coordonnées X	Coordonnées Y	Caractéristiques (g, (g), G avec profondeur correspondante)	Profondeur maximum du sondage	Verdict zone humide pour le critère pédologique
S15	653773.966180902	6426312.80677398	g< à 5 % à partir de 30 cm	Refus à 50 cm : graviers	Négatif
S16	653767.71929437	6426311.8881142	g> à 5 % à partir de 30 cm	Refus à 70 cm : graviers	Négatif

Tableau 4 : Résultats des sondages pédologiques sur le site du projet

3.5 SYNTHÈSE ET CONCLUSION DU DIAGNOSTIC « ZONES HUMIDES »

Le tableau suivant synthétise le diagnostic zones humides.

Intitulé	Code EUNIS	Critère botanique	Critère pédologique	Conclusion
Bâtiments résidentiels x Jardins domestiques	J1.2 x X25	Non concerné (Milieu artificiel)	Non concerné (Milieu artificiel)	Zone non humide
Haies d'espèces indigènes pauvres en espèces	FA.4	Non spontané	Négatif	Zone non humide
Pâturages permanents mésotrophes	E2.1	Non spontané	Positif sur une zone	Zone humide réglementaire : 700 m²
Sites industriels x Pelouses des parcs	J1.4	Non concerné (Milieu artificiel)	Non concerné (Milieu artificiel)	Zone non humide
Canaux d'eau non salée	J5.41	Non concerné (Milieu aquatique)	Non concerné (Milieu aquatique)	Milieu aquatique

Tableau 5 : Synthèse du diagnostic zones humides

L'écoulement naturel du bassin versant Est du site, contrarié depuis plusieurs années par l'aménagement de la D120, a formé une zone de stagnation récurrente à la limite Sud-Est du terrain, faisant apparaître des critères pédologiques correspondant à ceux des zones humides réglementaires selon les textes actuellement en vigueur.

Cette zone d'extension limitée (700 m²), d'origine fortuite et anthropique, ne présente pas un niveau significatif de fonctionnalités écologiques. Au contraire, celle qui a pris siège dans le bassin de rétention des eaux de la D120 (cf. §2.) présente toutes les fonctionnalités d'une zone humide puisqu'elle est aujourd'hui totalement colonisée par une roselière bien établie et référencée comme telle par la DDT15.

On note que sa surface est inférieure à la valeur de 1 000 m² seuil de déclaration selon la rubrique Loi sur l'Eau n° 3.3.1.0.-2° relative aux travaux susceptibles d'impacter les zones humides.



Figure 4 : Zone humide réglementaire identifiée au droit du projet

4 DIAGNOSTIC HABITATS

4.1 PATRIMOINE NATUREL REMARQUABLE PROTEGE

Le site étudié se trouve à l'écart des zones bénéficiant d'un statut de protection pour leurs enjeux naturels, et ne présente pas de facteurs de liaison avec celles-ci.

4.2 OBSERVATIONS DE TERRAIN

4.2.1 Les habitats EUNIS et la flore

L'aire d'étude immédiate est principalement occupée par de la pâture. On retrouve en marge de cet habitat des haies, des bâtiments de sites industriels, des fossés et des maisons avec jardins. Les haies sont composées principalement de Noisetier, de Ronce et d'Églantier sauvage. Cet habitat est assez clairsemé et entretenu dans l'ensemble... La pâture se compose d'herbacées communes, comme l'Achillée millefeuille, le Plantain lancéolé et le Dactyle aggloméré. Les fossés logent l'aire d'étude immédiate au nord et au sud. Ils sont particulièrement entretenus. Quelques espèces végétales se développent toutefois, comme l'Ortie dioïque, la Pulmonaire officinale, la Potentille rampante et l'Achillée millefeuille. Le site industriel et les habitations possèdent quelques arbres issus de plantations. On retrouve en effet du Thuya, du Platane et de l'Épicéa commun. La partie la plus au Sud possède un talus végétalisé. Les espèces sont pour la majorité, de la Ronce, de la Cardère sauvage, du Genet à balais et de l'Ajonc d'Europe.



Pâturages permanents mésotrophes



Haies d'espèces indigènes pauvres en espèces



Canaux d'eau non salée



Sites industriels x Pelouses des parcs

Figure 5 : Prises de vue des différents habitats présents sur le site

Source : IDE Environnement, novembre 2019

La figure page suivante présente la cartographie des habitats naturels suivant la nomenclature EUNIS.



Figure 6 : Cartographie des habitats naturels au droit de l'aire d'étude immédiate

4.2.2 Potentiel de fonctionnalités écologiques

Le calendrier de la mission imposait une visite en fin d'automne, période qui ne permet que d'exprimer des tendances basées sur l'observation des habitats en présence et du contexte local.

Pour ce qui concerne le site du projet lui-même, le potentiel de fonctionnalité écologique dans l'état actuel semble faible :

- le site est très majoritairement occupé par une vaste pâture, dans un secteur où aucune zone d'intérêt botanique significatif n'a été identifiée à proximité ;
- les arbres présents sur site (clairsemés, récents et choisis parmi les essences communes dans une fonction exclusive d'ornement autour des bâtiments) ne présentent pas un état de sénescence susceptible d'intéresser des espèces protégées d'insectes ou de chiroptères ;
- les bâtiments, de facture récente à usage d'activité ou de petit habitat, ne présentent a priori pas les caractéristiques favorables aux espèces protégées ;
- les haies introduisent un élément de biodiversité sur le site, essentiellement en raison de leur linéaire qui couvre 60% de la périphérie du site. Leur fonctionnalité est toutefois limitée, notamment sur les limites Nord et Sud, par leur faible niveau de développement et de variété d'espèces présentes ;
- la présence de l'eau sur le site est trop fugitive dans le cours de l'année pour accueillir les espèces des zones humides dans les secteurs de stagnation récurrente.

A la périphérie du site, le secteur le plus intéressant sur le plan de la biodiversité se trouve à l'Ouest : le boisement naturel autour du château de Montmèghe (en interface avec la ZNIEFF de type 1 la plus proche) et le bassin de rétention des eaux de la D120 aujourd'hui totalement colonisé par des végétaux hygrophiles, forment un ensemble diversifié d'habitats dans lequel les espèces sauvages trouvent un lieu de refuge et de nourrissage rarement représenté dans ce secteur où prédominent les pâtures de grandes dimensions à trame bocagère fortement espacée.



5 CONCLUSIONS, RECOMMANDATIONS

La présente mission de diagnostic environnemental sur le site de la SCOPAGRI ELEVEURS DU PAYS VERT CELVIA au lieu-dit les Quatre Chemins à Ytrac (15) nous a permis de distinguer les points suivants, pour son réaménagement dans le cadre du projet d'usine de montage de l'entreprise EUROPE SERVICE :

- sur le plan de l'écoulement des eaux de ruissellement, l'exutoire à privilégier est le réseau pluvial existant assurant le passage sous le rond-point entre la rue Roger BRIDONNEAU et la D120. Equipé de canalisations de grand diamètre, il conduit à un bassin de rétention dont l'efficacité en matière de maîtrise des débits est attestée par l'aspect parfaitement naturel du petit ru qui est le réceptacle de l'ensemble des écoulements du secteur.
Les autres exutoires présenteraient les risques suivants, vis-à-vis de l'accueil des ruissellements provenant de surfaces imperméabilisées importantes :
 - fossé le long de la rue Roger BRIDONNEAU : risque d'érosion ;
 - cunette le long de la D120 : risque d'épanchement sur la chaussée ;
 - bassin versant Est : risque de débordement de la mare sur le champ cultivé en interface avec le réseau hydrographique naturel.

- En matière de zone humide, un petit secteur de 700 m² en bordure Sud Est du site répond aux critères pédologiques qui définissent règlementairement les zones humides. Effet fortuit de l'obstacle à l'écoulement des eaux formé par la création de la D120, cette caractéristique n'est associée à aucune fonctionnalité écologique significative.
La proximité des futurs bureaux ainsi qu'un drainage différents des eaux pluviales provoquera la disparition de cette ZHR. Un secteur bien plus propice à la mise en place de toutes les fonctionnalités d'une zone humide de taille équivalente pourrait être envisagé dans le cadre du projet, notamment à la pointe Ouest en liaison avec l'exutoire pluvial indiqué au point précédent.

- En ce qui concerne la biodiversité, aucun enjeu significatif n'a été identifié sur le site marqué par un faible niveau potentiel de fonctionnalités écologiques. Outre la protection des rares enjeux potentiels (abattage des arbres en dehors de la période de nidification des oiseaux, mise en défens des haies dans les secteurs de proximité avec le chantier), l'aménagement envisagé pourra facilement être associé à un bilan de biodiversité positif, au travers des propositions suivantes :
 - le renforcement des haies, par une densification de l'existant et un développement du linéaire, en collaboration avec une association spécialisée (Mission Haies Auvergne) ;
 - la création d'un nouveau chemin de l'eau sur le site, en relation avec l'ensemble des points indiqués précédemment.



PROJET DE CONSTRUCTION D'UNE USINE DE MONTAGE
AU LIEU-DIT LES QUATRE CHEMINS
RUE ROGER BRIDONNEAU A YTRAC (15)

Mémoire Qualité Environnementale

A9/C/ESYC – Décembre 2019



EUROPE SERVICE

PROJET DE CONSTRUCTION D'UNE USINE DE MONTAGE
AU LIEU-DIT LES QUATRE CHEMINS
RUE ROGER BRIDONNEAU A YTRAC (15)

Mémoire Qualité Environnementale

Nature du Document	: Rapport minute		
Client	: EUROPE SERVICE		
Date	: Décembre 2019		
Auteurs	: Daniel TISSOT, Thomas SERIN, Jeremy SCIE		
E-Mail	: d.tissot@ide-environnement.com		
Étude réalisée par	: IDE Environnement		
	4, rue Jules Védrières	Tel	: 05 62 16 72 72
	BP 94204	Fax	: 05 62 16 72 79
	31031 TOULOUSE	Internet	: www.ide-environnement.com
	Cedex 4		



SOMMAIRE

TABLE DES MATIERES

1	PREAMBULE	2
2	GESTION ALTERNATIVE DES EAUX PLUVIALES	3
2.1	Besoins en gestion des eaux	3
2.2	Gestion conventionnelle	3
2.3	Gestion envisagée	4
3	MAITRISE DU BILAN BIODIVERSITE	5
3.1	Rappel des enjeux identifiés.....	5
3.2	Dispositions en faveur de la biodiversité	6
3.3	Bilan biodiversité	7
4	ECONOMIE ENERGETIQUE ET RECOURS AUX ENR.....	8
4.1	Stratégie énergétique	8
4.2	Recours aux ENR	9
4.2.1	Choix technologiques	9
4.2.2	Pompe à chaleur	9
4.2.3	Photovoltaïque	9
5	MAITRISE DU BILAN DEBLAIS REMBLAIS	13
5.1	Valorisation des produits de déconstruction.....	13
5.2	Choix de la cote projet	14
5.3	Gestion déblais remblais, bilan.....	14
6	GESTION SELECTIVE DES DECHETS ET DES EFFLUENTS	15
6.1	Déchets	15
6.2	Effluents	15
6.3	Schéma d'implantation	15
7	CHANTIER A FAIBLE IMPACT	16

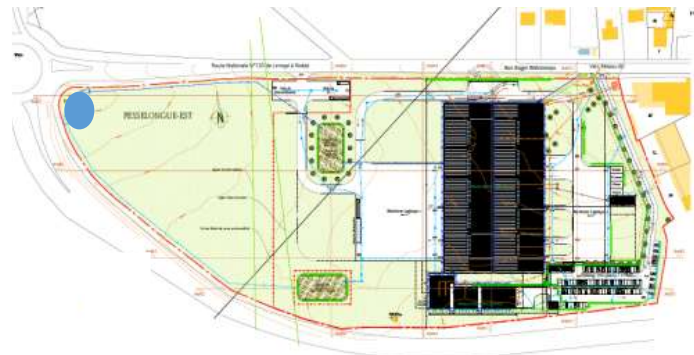
Page laissée intentionnellement blanche

1 PREAMBULE

La présente mission est réalisée pour le compte de l'entreprise EUROPE SERVICE, maître d'ouvrage du projet de réaménagement du site de la SCOPAGRI ELEVEURS DU PAYS VERT CELVIA au lieu-dit les Quatre Chemins sur la commune d'Ytrac (15), pour la construction d'une usine de montage d'équipements dédiés à la viabilité hivernale et au nettoyage des voiries.



Site actuel



Projet

Le présent mémoire fait partie du dossier Environnement du projet, qui comprend également les pièces suivantes :

- diagnostics réseau hydrographique, zones humides et qualité écologique des habitats existants ;
- la déclaration Loi sur l'Eau Art.R214-1CE ;
- la demande d'examen au cas par cas Art.R122-2CE ;
- la déclaration ICPE Art.R511-9CE.

Nous aborderons dans le présent document les points listés ci-dessous :

- gestion alternative des eaux pluviales,
- maîtrise du bilan biodiversité de l'opération,
- économie énergétique et recours aux ENR,
- maîtrise du bilan déblais/remblais,
- gestion sélective des déchets,
- chantier à faible impact.

2 GESTION ALTERNATIVE DES EAUX PLUVIALES

2.1 BESOINS EN GESTION DES EAUX

Le projet est associé à 3 trois principaux besoins quantitatifs pour ce qui concerne la gestion des eaux :

- la création d'un volume de rétention des eaux pluviales proportionnel à la surface imperméabilisée, qui correspond à 600 m³ pour 3,0 ha de voiries et de toitures ;
- la création d'une réserve de 700 m³ d'eau pour la lutte anti-incendie accessible au SDIS ;
- la création d'un volume équivalent soit 700 m³ pour le confinement des eaux d'extinction d'incendie.

Aucun autre besoin quantitatif significatif n'est identifié en matière d'eau :

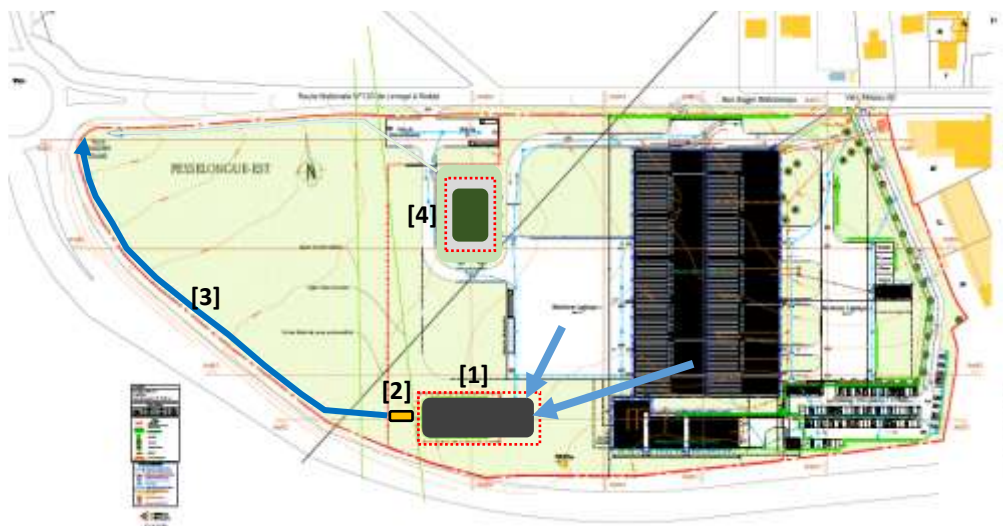
- le process de production correspond essentiellement à des opérations de montage non consommatrices d'eau, la peinture s'effectue par voie sèche, seul le poste de dégraissage entraînera une très faible consommation d'eau (de qualité nécessairement potable) ;
- le poste de lavage extérieur sera équipé d'une lance haute pression, consommant un faible débit et nécessitant un approvisionnement en eau de qualité nécessairement potable ;
- les espaces verts ne nécessitent pas d'arrosage dans le climat local.

2.2 GESTION CONVENTIONNELLE

La solution conventionnelle pour répondre aux besoins identifiés consisterait à créer 2 ouvrages :

- un bassin géomembrané [1] de 1 000 m³ (700 m³ d'eaux d'extinction + pluie de 10 mm sur 3,0 ha) assurant la rétention des eaux pluviales, obturable en cas d'incendie, équipé en sortie d'un déboureur déshuileur de 30 l/s [2], raccordé par une canalisation enterrée [3] béton ou PVC jusqu'à l'exutoire ;
- une réserve incendie de 700 m³, type bâche souple [4] remplie d'eau potable.

L'implantation correspondante serait la suivante :



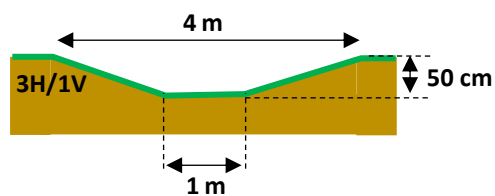
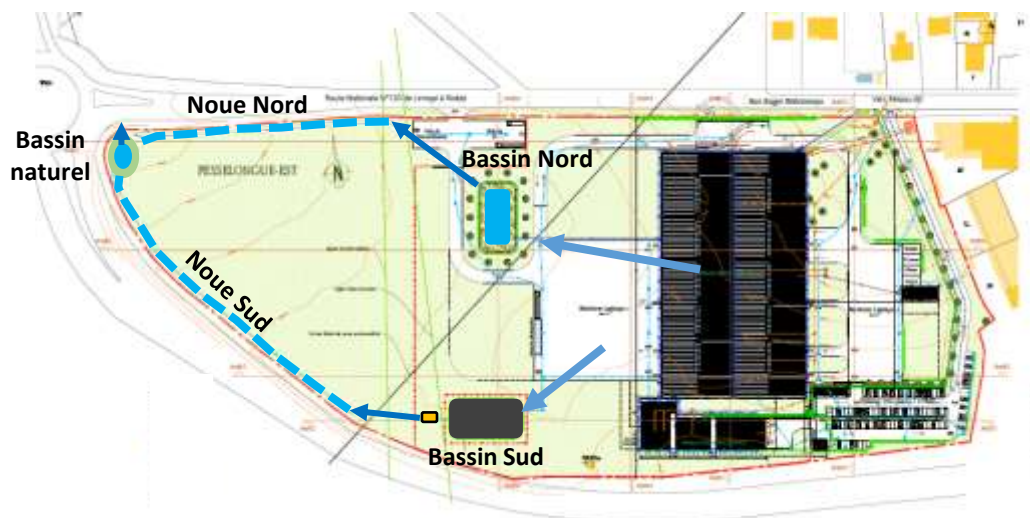
2.3 GESTION ENVISAGEE

La solution envisagée consiste à séparer le réseau de collecte des eaux de toitures non polluées (impluvium 1,2 ha) du réseau voirie exposé à la pollution liée aux trafics (impluvium 1,8 ha) et aux déversements accidentels, chaque réseau aboutissant à un bassin dédié :

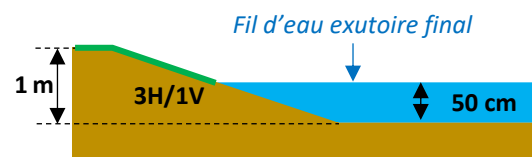
- le bassin Nord qui reçoit des eaux pluviales non polluées assure deux fonctions :
 - o son fond géomembrané permet de maintenir une réserve permanente de 700 m³ pour la lutte anti-incendie ;
 - o sa partie supérieure creusée dans le terrain naturel contient le volume correspondant à la rétention des eaux de toiture (250 m³) ; son pourtour est planté d'arbres d'eau, dans un but paysager et de diversification des habitats.
- Par rapport à la solution conventionnelle, le bassin Sud conserve la fonction d'écrêtement pour les seules eaux de voirie ainsi que la contention de sécurité ; son volume est ramené à 880 m³ (700 m³ + pluie de 10 mm sur 1,8 ha). La taille du débourbeur déshuileur en sortie est réduite à 18 l/s.

Les sorties de bassin sont raccordées par canalisation enterrée sur un linéaire limité, jusqu'à rejoindre une noue engazonnée de faible profondeur où les eaux pluviales cheminent en surface jusqu'à rejoindre un bassin naturel permettant de développer toutes les fonctionnalités d'une zone humide, en interface avec le point de rejet final.

Les schémas suivants illustrent la configuration envisagée :



Coupe principe noue



Coupe principe rive bassin naturel

Surfaces correspondantes :

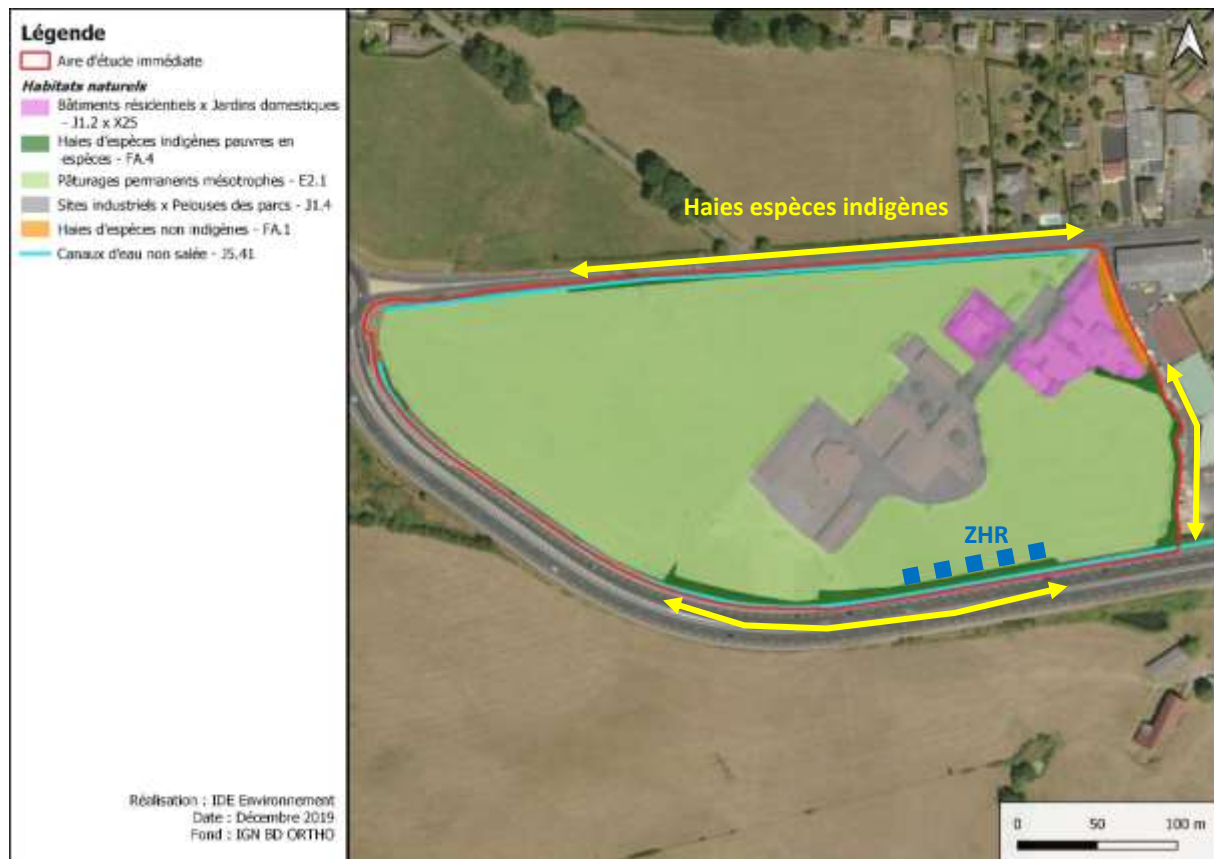
- Noues 350 ml = 1 400 m²
- Bassin = 600 m²

3 MAITRISE DU BILAN BIODIVERSITE

3.1 RAPPEL DES ENJEUX IDENTIFIES

Le potentiel de fonctionnalités écologiques sur le site est apparu comme faible dans l'état actuel : vaste pâture entourant des bâtiments récents plantés d'essences communes non indigènes, sans aucun point d'eau récurrent, le seul élément de biodiversité significatif est lié aux haies d'espèces indigènes qui occupent la moitié de la périphérie du terrain. L'intérêt écologique de ces haies est toutefois limité par leur pauvreté en espèces et par leur faible développement.

En termes de zones humides, seul un petit secteur de 700 m² présente les critères d'une ZH réglementaire, en raison de traces d'hydromorphie dans le sol dans un secteur où l'écoulement naturel des eaux a été contrarié par la réalisation de la voie rapide au Sud du site.



A la périphérie du site, le secteur le plus riche en termes de biodiversité est attenant à l'Ouest, avec un boisement naturel de 2 ha et une roselière (colonisation naturelle du bassin de rétention des eaux de la voie rapide) référencée en tant que zone humide.



3.2 DISPOSITIONS EN FAVEUR DE LA BIODIVERSITE

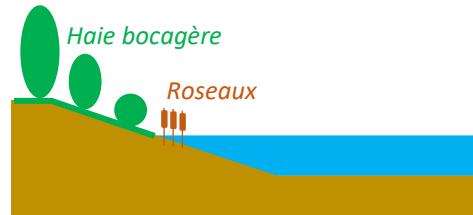
La gestion des eaux envisagée présente plusieurs dispositions en faveur de la biodiversité :

- le bassin Sud est un point d'eau permanent en toute saison, bordé d'une zone de prairie entourée d'arbres choisis parmi les essences locales : les oiseaux du secteur y trouveront un point d'abreuvement et des opportunités de nichage ;
- les noues et le bassin naturel organisent une présence récurrente de l'eau à chaque épisode pluvieux, permettant de développer l'ensemble des fonctionnalités d'une zone humide sur toute la bordure de la moitié Ouest du site ainsi que dans le secteur attenant à la roselière voisine à l'Ouest.

Le projet intègre le renforcement des haies naturelles, principal élément de biodiversité sur le site dans l'état actuel, par la plantation de végétaux adaptés sur la rive extérieure des noues ainsi que sur le pourtour du bassin naturel et du bassin Nord soit un linéaire total de 500 ml. Cette opération sera confiée à l'association locale spécialisée : Mission Haies Auvergne.



Principe végétalisation noue



Principe végétalisation bassin naturel

Palettes d'espèces végétales de haie bocagère

Prunelier



Noisetier



Erable champêtre



Cornouiller sanguin



Eglantier

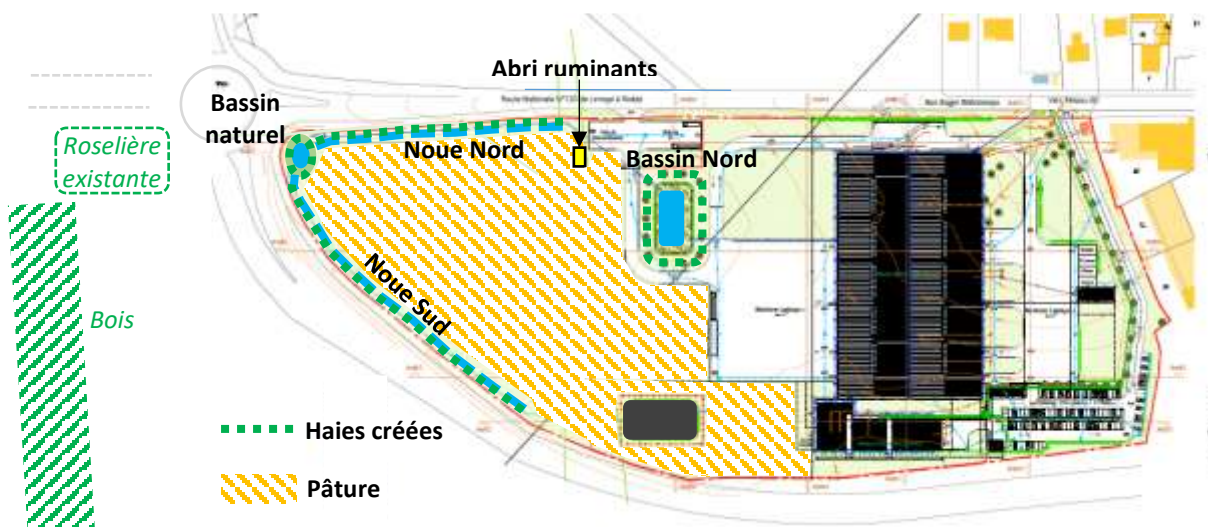


Fusain d'Europe



La partie Ouest du site laissée en herbe, représentant une surface de 3 ha, conservera sa fonction de pâture : un contrat sera passé avec un éleveur local à cet effet, comprenant la mise à disposition d'un abri avec un abreuvoir raccordé à l'eau potable. L'entretien du couvert végétal de cette partie sera ainsi réalisé sans dépense énergétique ni recours aux produits phytosanitaires.

Les espaces verts de la partie usine seront assurés par voie mécanique et également en « zéro phyto ». Le schéma suivant indique la localisation des différents éléments :



3.3 BILAN BIODIVERSITE

Sur le plan quantitatif, on peut établir le bilan numérique suivant pour les habitats à fonctionnalité écologique :

- Haies
 - linéaire actuel : 660 ml ;
 - linéaire supprimé pour la réalisation du projet : 60 ml ;
 - linéaire créé : 500 ml ;
 - linéaire futur : 1 100 ml ;
 - ratio futur / existant : 170%.

- Zones humides
 - existant : 700 m² de ZHR sur critères pédologiques ;
 - supprimé : même si les bureaux n'empiètent géométriquement pas sur la totalité de la ZHR, on considèrera que compte tenu de la proximité du chantier les 700 m² de la ZHR actuelle seront affectés ;
 - créé : 350 ml de noues et 600 m² de bassin naturel, pouvant représenter au moins 1 000 m² de surface à présence récurrente d'eau et susceptibles de développer la totalité des fonctionnalités d'une zone humide ;
 - ratio futur / existant : > 140%.

Sur le plan qualitatif, on passera d'un espace à très faible niveau de fonctionnalité majoritairement liée à la présence de haies naturelles pauvres en espèces sur sa périphérie orientale, à un espace dans lequel (en conservant l'essentiel des fonctionnalités existantes) on développe un haut niveau de fonctionnalités écologiques dans la partie occidentale grâce à la création d'un point d'eau permanent, d'un point d'eau récurrent, et par la création sur toute la périphérie Ouest d'un chemin de l'eau en surface accompagnée d'une haie bocagère réalisée par une entité spécialisée.

La présence d'habitats très riches en biodiversité (forêt naturelle, roselière) dans le voisinage immédiat à l'Ouest du terrain vient renforcer le potentiel de fonctionnalités écologiques de la partie occidentale du site.

L'augmentation du taux d'aménagement de la parcelle (25% dans l'état actuel, 50% dans l'état futur) sera ainsi associée à une augmentation aussi bien quantitative que qualitative de la biodiversité du site.

4 ECONOMIE ENERGETIQUE ET RECOURS AUX ENR

4.1 STRATEGIE ENERGETIQUE

Le bâtiment d'exploitation, réalisé en 1 seul volume sur 10 000 m², bénéficiera des mesures suivantes :

- bardage double peau isolée sur toute sa périphérie ainsi qu'en toiture ;
- limitation du recours à l'éclairage artificiel par éclairage zénithal ;
- confort d'hiver par chauffage roof top gaz naturel avec contrôle thermostatique ;
- confort d'été sans recours à la climatisation, ventilation naturelle par actionnement d'ouvrants en toiture.



Trame toiture bâtiment exploitation

Le bâtiment administratif, accueillant les bureaux, les vestiaires, la restauration, le showroom et un espace musée, sur une surface au sol de 1 400 m² en R+2 partiel, sera traité comme suit :

- son exposition plein Sud garantit la limitation des besoins de chauffage ;
- isolation répartie haute performance ;
- double vitrage ;
- volets roulants à lames orientables pour contrôler les apports solaires ;
- confort toute saison assurée par des pompes à chaleur air/air avec thermostat par local.



RDC bâtiment administratif

4.2 RECOURS AUX ENR

4.2.1 Choix technologiques

La réflexion s'est portée sur les pompes à chaleur et sur la production d'électricité photovoltaïque, facilement compatibles avec le projet.

Les autres formes d'énergies renouvelables ont été écartées pour les raisons suivantes :

- chaufferie biomasse : contraintes d'exploitation ;
- géothermie : coût des forages ;
- éolien : inadapté ;
- solaire thermique : besoins trop faibles.

4.2.2 Pompe à chaleur

Les équipements retenus auront un coefficient COP minimal de 3, ce qui correspond à une part ENR de 20% par rapport à la technologie conventionnelle avec un COP de 2,5.

4.2.3 Photovoltaïque

4.2.3.1 Données de base

La productivité annuelle dans la région d'Aurillac pour une exposition idéale est de 1 004 kWh/kWc/an.

La performance actuelle des panneaux photovoltaïques est de 0,18 kWc/m².

4.2.3.2 Scénario 1 : effacement consommations RT bâtiment administratif

Le tableau ci-dessous présente le calcul de la surface de panneaux nécessaire à compenser les consommations électriques liées aux usages pris en compte dans la réglementation RT (chauffage, ventilation, climatisation, éclairage) sur le bâtiment administratif :

Paramètre	Valeur
Surface prise en compte	1845 m ²
Cep projet	120 kWh _{ep} /m ²
Niveau Energie	3
Mbilani E3	0,6
E+ niveau 3 hors AUE	72,6 kWh _{ep} /m ² .an
AUE1 - ascenseur	0,0 kWh _{ef} /m ² .an
AUE2 - parking	0,0 kWh _{ef} /m ² .an
AUE3 - parties comm	1,1 kWh _{ef} /m ² .an
AUE4 - usages mob	26,0 kWh _{ef} /m ² .an
Prod ENR	47,4 kWh _{ep} /m ² .an
Besoin PV	33,9 Mwh _{ef} /an
Puissance Crete	33,8 kW _c
Surface PV	188 m²

Le schéma ci-dessous présente la part occupée par les panneaux PV sur le versant Sud de la toiture du bâtiment administratif pour le scénario 1 :



Surface PV sur toiture, scénario 1

Le budget d'investissement correspondant au scénario 1 est de 70 k€HT.

4.2.3.3 Scénario 2 : effacement toutes consommations bâtiment administratif

L'effacement des consommations énergétiques autres que celles de la réglementation RT (ici essentiellement les usages mobiles : ordinateurs, imprimantes, petit électroménager...) impliquerait la mise en place de la surface PV détaillée ci-dessous :

Paramètre	Valeur
Surface prise en compte	1845 m ²
Cep projet	120 kWhep/m ²
Niveau Energie	3
Mbilani E3	0,6
E+ niveau 3 hors AUE	72,6 kWh ep/m ² .an
AUE1 - ascenseur	0,0 kWh ef/m ² .an
AUE2 - parking	0,0 kWh ef/m ² .an
AUE3 - parties comm	1,1 kWh ef/m ² .an
AUE4 - usages mob	26,0 kWh ef/m ² .an
Prod ENR	57,9 kWh ep/m ² .an
Besoin PV	41,4 Mwhef/an
Puissance Crete	41,2 kWc
Surface PV	229 m²

Le schéma ci-dessous présente la part occupée par les panneaux PV sur le versant Sud de la toiture du bâtiment administratif pour le scénario 2 :



Surface PV sur toiture, scénario 2

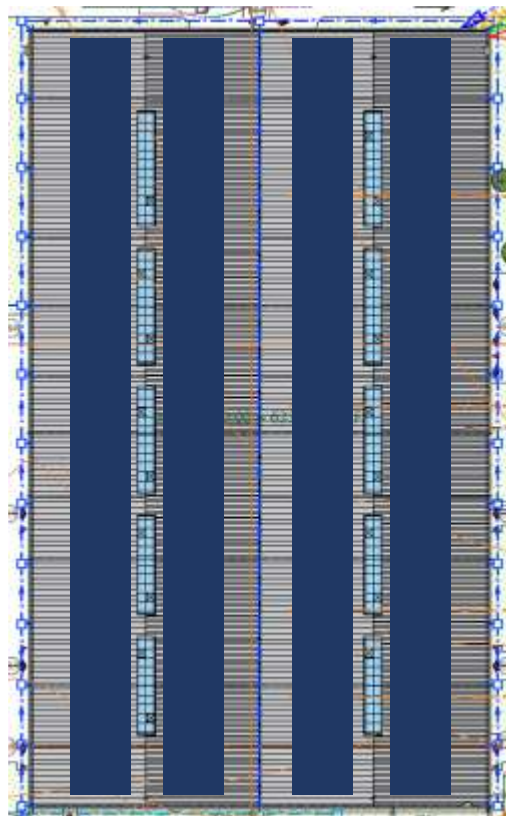
Le budget d'investissement correspondant au scénario 2 est de 80 k€HT.

4.2.3.4 Scénario 3 : effacement des consommations usine

Le bilan des puissances des machines en tôlerie et soudure fait apparaître une puissance totale de 440 kW avec un facteur de marche de 0,7. Si l'on considère 250 js de travail par an avec 8 h de marche continue à 100% de la puissance totale, on obtient une consommation électrique annuelle de 880 MWh/an.

Avec une exposition Est Ouest, le ratio de production PV du secteur est de 863 kWh/kWc/an. Pour compenser la consommation de l'usine, il serait nécessaire de disposer d'une puissance de 1 020 kWc soit 5 700 m² de panneaux avec un rendement de 0,18 kWc/m².

Le schéma ci-dessous présente la part occupée par les panneaux PV sur la toiture du bâtiment usine pour le scénario 3 :



Surface PV sur toiture, scénario 3

Le budget d'investissement correspondant au scénario 3 est de l'ordre de 1,0 M€HT.

4.2.3.5 Choix du maître d'ouvrage

EUROPE SERVICE a fait le choix d'intégrer dans son projet le scénario 2, correspondant à l'effacement complet des consommations du bâtiment administratif qui sera ainsi une construction à énergie positive.

Le scénario 3 est également un objectif d'EUROPE SERVICE, mais il est positionné dans un second temps compte tenu de l'importance du projet. Sur le court terme, le fournisseur de panneaux sera associé à la conception de la toiture de l'usine pour garantir sa compatibilité technique pour l'accueil du système PV.

5 MAITRISE DU BILAN DEBLAIS REMBLAIS

5.1 VALORISATION DES PRODUITS DE DECONSTRUCTION

Le gisement évalué correspond aux produits inertes issus de la déconstruction, qui peuvent être réutilisés en tant que matériaux de soubassement de voirie en substitution des graves naturelles ; il est estimé sur la base des hypothèses suivantes :

- couverture tuile mécanique : 40 kg/m²
- dalle béton épaisseur 20 cm : 500 kg/m²
- murs périphériques en parpaings 3 m hauteur 10% ouverture : 170 kg/m²
- voirie épaisseur 40 cm : 300 kg/m²



Repérage des bâtiments à déconstruire

Bâtiment	1	2	3	4	5	6	7	8	9	a+b	Total
Surface (m ²)	920	530	370	1790	230	210	150	210	130	470	5010
Périmètre (ml)	140	100	90	330	70	60	50	60	50	0	950
Toit tuiles (m ²)	0	530	370	1790	230	210	150	210	130	0	3620

Résultats :

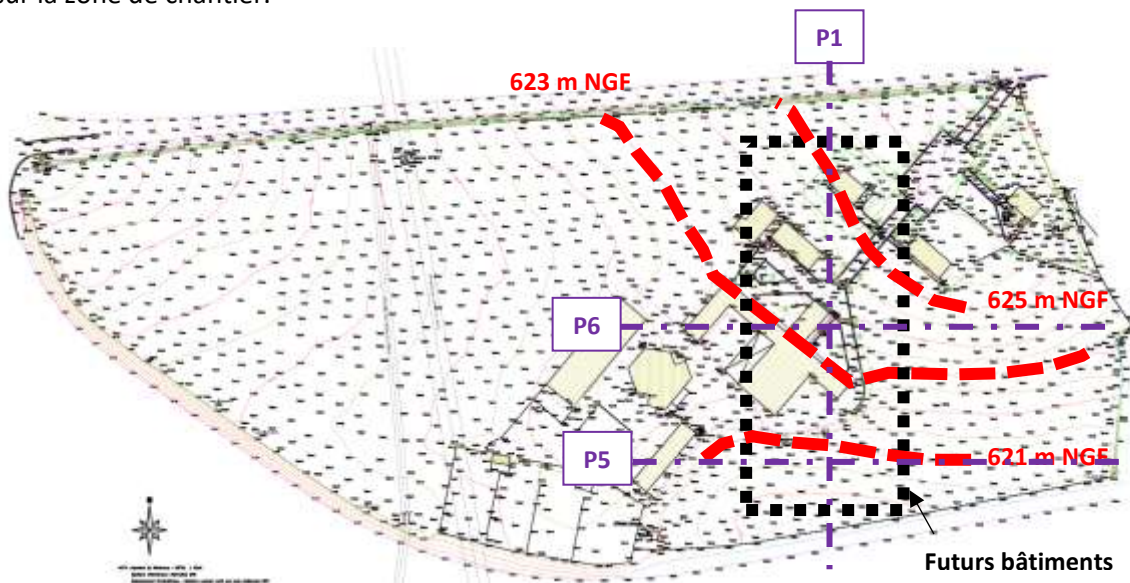
- dalles : 2 500 t, densité apparente 1,8 t/m³ = 1 400 m³
- murs : 500 t, densité apparente 0,8 t/m³ = 600 m³
- tuiles : 150 t, densité apparente 1,5 t/m³ = 100 m³
- voirie 3 600 m² = 1 000 t, densité apparente 1,1 t/m³ = 900 m³

Le gisement est ainsi évalué à 3 000 m³.

Sachant que la surface totale de la voirie est de 1,8 ha, le besoin de matériaux de soubassement est de l'ordre de 7 000 m³, qui pourra être couvert à 40% par la réutilisation sur site des matériaux de déconstruction des bâtiments existants.

5.2 CHOIX DE LA COTE PROJET

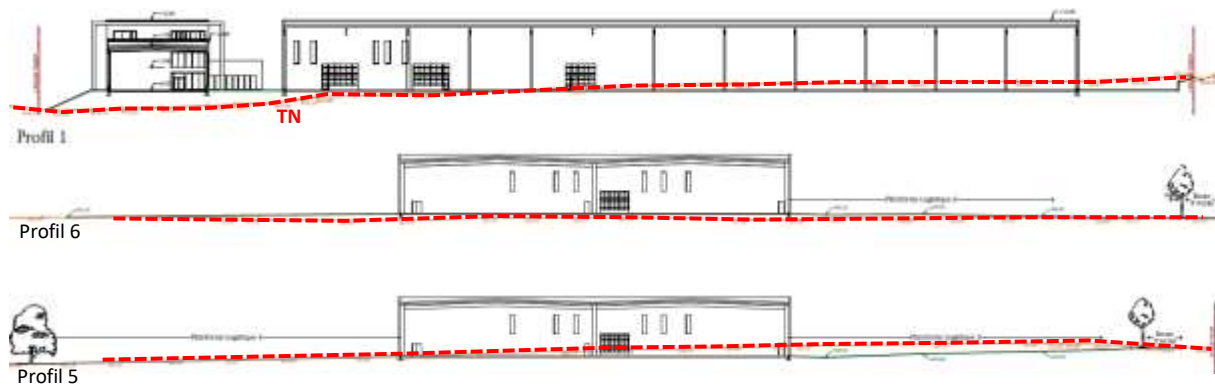
Le projet a été positionné à la cote 623 m NGF, qui correspond à l'altimétrie moyenne du terrain actuel sur la zone de chantier.



5.3 GESTION DEBLAIS REMBLAIS, BILAN

La terre de décapage de surface dans les zones enherbées sera soit reprise avec engagement de valorisation en tant que terre végétale par l'entreprise de terrassement, soit régalée sur la partie Ouest du terrain et travaillée de façon à reconstituer une pâture.

Les déblais stériles sous-jacents seront disposés en remblai sur site de façon à constituer la plateforme, selon les coupes suivantes :



Le bilan prévisionnel global sur l'ensemble du chantier est un apport de l'ordre de 4 000 m³ de matériaux de soubassement de voirie, avec 100% de réutilisation sur site des produits inertes de déconstruction et de 100% de réutilisation sur site des déblais de terrassement.

6 GESTION SELECTIVE DES DECHETS ET DES EFFLUENTS AQUEUX

6.1 DECHETS

Pour ce qui concerne la gestion sélective des déchets d'exploitation, le projet prévoit une aire de gestion sélective avec 4 emplacements de 10 m x 6 m permettant de positionner 4 bennes aisément accessibles pour le tri des flux suivants : métaux / bois / autres emballages recyclables / déchets non dangereux non recyclables. Le dispositif permettra d'obtenir un taux de valorisation supérieur à 50%.



Le prestataire en charge de l'évacuation des bennes fournira tous les éléments de traçabilité (tonnage, destination) permettant de justifier du ratio de valorisation.

Les déchets de peinture, qui représenteront de faibles quantités, seront stockés en fût dans un local dédié à l'intérieur de l'usine, et seront éliminés par un prestataire spécialisé avec bordereau de suivi réglementaire déchets dangereux.

6.2 EFFLUENTS AQUEUX

Le procédé industriel sera de type « zéro rejet aqueux » : le seul poste utilisateur d'eau dans le process, à savoir le poste de dégraissage (par lessive alcaline biodégradable) fonctionnera en recyclage complet de l'eau. Les hydrocarbures seront extraits sous forme concentrée, stockés dans un contenant adapté et éliminés par un intervenant spécialisé, avec traçabilité.

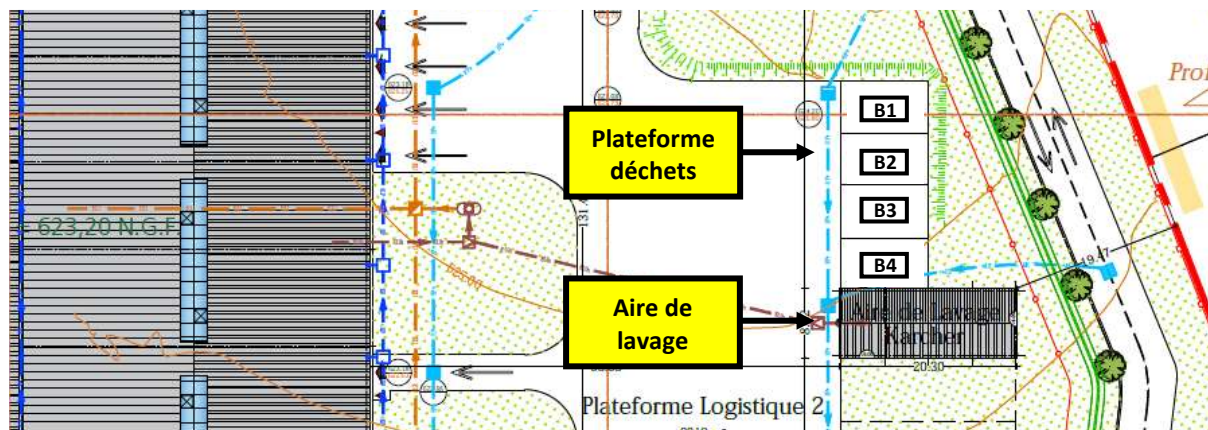


Le seul poste de production d'eaux usées industrielles dans le projet est le lavage des camions, opération indispensable pour la commercialisation des véhicules. Une aire couverte de 150 m² permettra d'abriter le poste de lavage, qui sera équipé d'un laveur haute pression pour limiter la consommation d'eau potable.

La production d'effluents sera limitée aux seules eaux de lavage, sans dilution par les eaux pluviales qui seront collectées séparativement et raccordées au réseau aboutissant au bassin Sud.

Les eaux de lavage transiteront par un débourbeur déshuileur avant d'être rejetées au réseau d'assainissement, avec un regard de contrôle permettant à la collectivité de s'assurer du bon respect des seuils de la convention de rejet.

6.3 SCHEMA D'IMPLANTATION

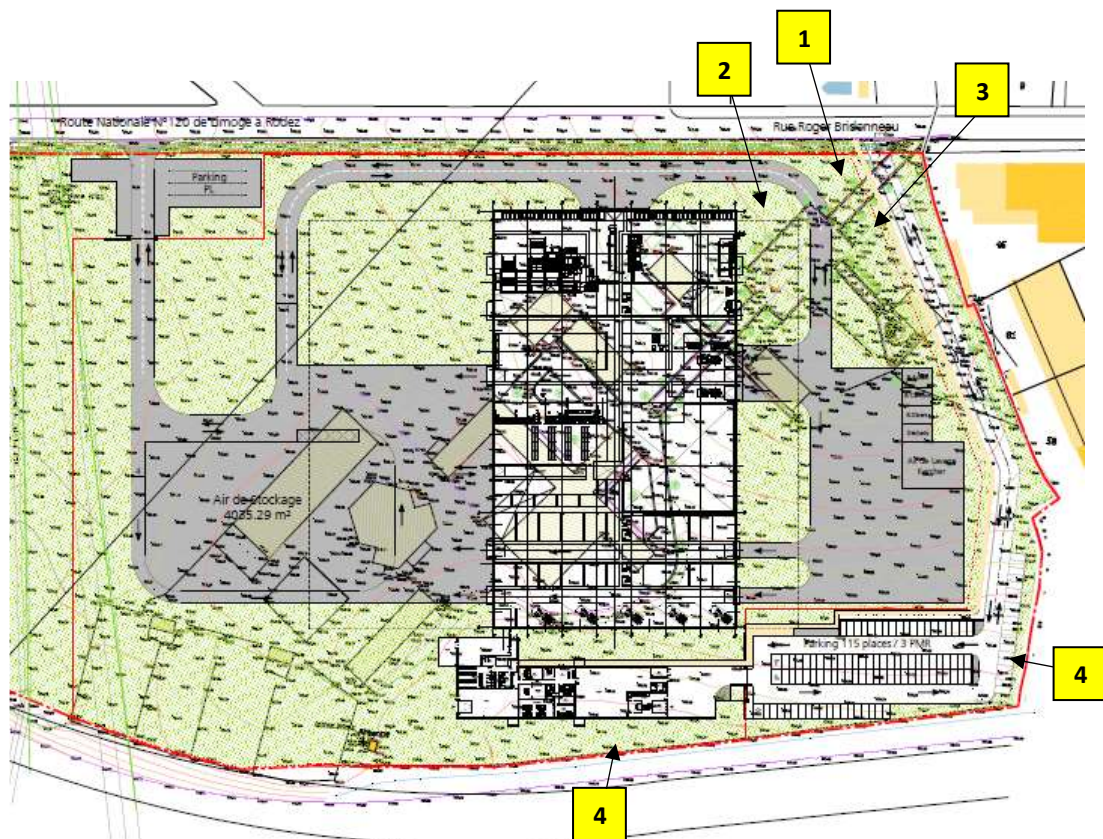


7 CHANTIER A FAIBLE IMPACT

Une charte de chantier à faible impact sera établie, fixant les obligations suivantes pour les entreprises sur le chantier :

- raccordement des sanitaires de la base vie [1] sur le réseau d'assainissement ;
- mise en place d'un bassin de décantation [2] pour les eaux de lavage des toupies ;
- surveillance de la propreté de la voirie extérieure, obligation de nettoyage en fin de semaine si nécessaire ;
- parc à bennes [3] pour gestion sélective 6 flux pour les déchets de chantier : inertes, métaux, bois, emballages recyclables, déchets non dangereux non recyclables, déchets dangereux ;
- valorisation / élimination par prestataire spécialisé, avec rapport de traçabilité (destination, tonnage) sur la gestion des déchets de chantier ;
- mise en défens des haies [4] par clôturation provisoire dans les secteurs les plus exposés.

Un schéma préliminaire d'implantation de ces moyens est donné ci-dessous :



8 RECAPITULATIF, CONCLUSION

Le tableau ci-dessous récapitule les dispositions de qualité environnementale intégrées au projet :

Thème	Dispositions retenues
Eaux pluviales	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Gestion séparée eaux de toitures et eaux de voirie ✓ Réutilisation eaux de toitures pour la réserve incendie
Biodiversité	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Création de noues et d'un bassin naturel ✓ Renforcement des haies
Energie	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Maîtrise et suivi des consommations ✓ Bâtiment administratif à énergie positive ✓ Projet usine à énergie positive, dans un second temps
Déblais/remblais	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Réutilisation sur site de 100% des produits inertes de déconstruction de l'existant ✓ Réutilisation sur site de 100% des déblais
Déchets effluents	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Gestion sélective des déchets ✓ Gestion spécifique des eaux de lavage
Chantier	Mise en place d'une charte Chantier Faible Impact

Dépassant les simples obligations réglementaires liées au classement soumis à déclaration au titre des ICPE et de la Loi sur l'Eau, EUROPE SERVICE a pris le parti d'intégrer la qualité environnementale dans la conception de son projet de nouvelle usine à YTRAC, dans une démarche purement volontaire.

Des mesures simples, dont la mise en œuvre sera confiée à des intervenants spécialisés dans les domaines concernés, permettront d'assurer un fonctionnement de l'outil industriel économe des ressources, dans un aménagement respectueux de la tradition agricole et favorable au développement de la biodiversité.

----- oOo -----